DES PEINES D'UN À CINQ ANS DE PRISON FERME DANS UNE AFFAIRE DE CORRUPTION À L'ENTREPRISE PORTUAIRE

« Grenouillages » au port de Skikda



PRESSE ÉCRITE ET ÉLECTRONIQUE

Les textes répondent-ils aux attentes des professionnels du secteur?

- LE PROJET DE LOI PROCHAINEMENT À L'ASSEMBLÉE POPULAIRE NATIONALE • L'AUTORITÉ DE RÉGULATION DE L'AUDIOVISUEL, « GENDARME » DE L'ACTIVITÉ

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION "MERCREDI 21 DÉCEMBRE 2022 " N°457 "PRIX 20 DA" Directeur de la publication : ZAHIR MEHDAOUI

EPINGLÉ PAR LA JUSTICE AMÉRICAINE POUR DES ENTOURLOUPES AVEC DES ANCIENS RESPONSABLES DE SONATRACH SOUS L'ANCIEN RÉGIME

HONEYWELL CONDAMNÉ POUR DES FAITS DE CORRUPTION EN ALGÉRIE



PREMIER COMMENTAIRE DE L'ALGÉRIE SUR LA DÉCISION DE L'UNION EUROPÉENNE DE PLAFONNER LES PRIX DU GAZ

« Une décision unilatérale qui pourrait déstabiliser le marché »



Les produits de consommation exportés par la France vers l'Algérie certifies « Halal »

ALGER

Deux femmes impliquées dans l'enlèvement d'un jeune homme

P.2

P.2

Tebboune signe la loi sur l'autoentrepreneur et celle complétant l'ordonnance portant Statut général de la Fonction publique

FINANCE ISLAMIQUE: LES FONDATIONS SONT D'ORES ET DÉJÀ POSÉES

Mais beaucoup reste à faire

P.16



LE PRÉSIDENT TEBBOUNE ADRESSE UN MESSAGE DE FÉLICITATIONS À SON HOMOLOGUE CHINOIS

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a adressé un message de félicitations au président chinois Xi Jinping à l'occasion du 5° Festival des arts arabes, qui s'est ouvert à Jingdezhen, dans la province chinoise de l'est, Jaingxi.

« Le président algérien Abdelmadjid Tebboune, en sa qualité de président en exercice du



Sommet arabe, a envoyé un message de félicitations au président chinois Xi Jinping, à l'occasion de la cinquième session du Festival des arts arabes, qui s'est ouvert à Jingdezhen, dans l'est de la Chine.» C'est ce qu'a, d'ailleurs, annoncé l'ambassade de Chine en Algérie sur sa page Facebook officielle.

AIR ALGÉRIE ANNONCE DES TARIFS PROMOTIONNELS **VERS ISTANBUL À PARTIR DE QUATRE WILAYAS**

La compagnie aérienne nationale, Air Algérie, annonce, dans un communiqué, le lancement de tarifs promotionnels pour les vols vers la ville turque d'Istanbul. "Air Algérie a le plaisir d'annoncer le lancement de tarifs promotionnels, au départ d'Alger, Annaba, Constantine et Oran, vers Istanbul, pour des achats avant le 12 janvier 2023 et pour des voyages allant jusqu'au 25 mars 2023", a ainsi communiqué Air Algérie.

La compagnie nationale a, par ailleurs, noté que "cette offre est soumise à conditions dans la limite des sièges disponibles".

LA COUR EUROPÉENNE **VALIDE LA CONDAMNATION** D'ÉRIC ZEMMOUR

La Cour européenne des droits de l'homme (CEDH) a débouté mardi le polémiste d'extrême droite Eric Zemmour et validé sa condamnation par la justice française pour avoir dit en 2016 que "les musulmans auront à choisir entre l'Islam et la France". "La Cour considère que l'ingérence dans l'exercice par le requérant de son droit à la liberté d'expression était nécessaire dans une société démocratique afin de protéger les droits d'autrui", explique la CEDH, selon Yahoo. Le polémiste avait estimé qu'il fallait donner aux musulmans "le choix entre l'islam et la France" et que la France vivait "depuis 30 ans une invasion", affirmant que "dans d'innombrables banlieues françaises où de nombreuses jeunes filles sont voilées" se jouait une "lutte pour islamiser un territoire", "un jihad". La CEDH "considère que ces propos ne se limitaient pas à une critique de l'islam mais comportaient, compte tenu du contexte d'attentats terroristes dans lequel ils s'inscrivaient, une intention discriminatoire de nature à appeler les auditeurs au rejet et à l'exclusion de la communauté musulmane".

LE PÉTROYUAN EN MARCHE

Xi Jinping a fait une offre difficile à ignorer pour la péninsule arabique : la Chine sera garantie d'acheteurs de votre pétrole et de de qualifier le président chinois Xi Jinping débarquant à Riyad il y a une semaine, accueilli avec la pompe et les circonstances royales, de Xi d'Arabie proclamant l'aube de l'ère du pétroyuan.

Mais c'est plus compliqué que cela. Même si le changement tectonique impliqué par le mouvement du pétroyuan s'applique, la diplomatie chinoise est bien trop sophistiquée pour s'engager dans une confrontation directe, en particulier avec un Empire blessé et féroce. Il y a donc bien plus de choses ici qu'il n'y paraît (d'Eurasie). L'annonce de Xi d'Arabie était un prodige de finesse : elle était présentée comme l'internationalisation du yuan. A partir de maintenant, a déclaré M. Xi, la Chine utilisera le yuan pour le commerce du pétrole par le biais de la Bourse nationale du pétrole et du gaz de Shanghai, et a invité les monarchies du golfe Persique à monter à bord. Près de 80 % des échanges sur le marché mondial du pétrole continuent d'être libellés en dollars américains. Apparemment, Xi d'Arabie et sa grande délégation chinoise de responsables et de chefs d'entreprise

ont rencontré les dirigeants du Conseil de coopération du Golfe

LES PRODUITS DE CONSOMMATION EXPORTÉS PAR LA FRANCE VERS L'ALGÉRIE CERTIFIÉS « HALAL »

Les différents produits consommation exportés par la France vers l'Algérie seront certifiés "Halal" à la faveur de la signature du cahier des charges entre le ministère des Affaires religieuses et la Grande Mosquée de Paris. Ont signé le cahier des charges, le Secrétaire général du ministère, Redouane Maâche, et le Recteur de la Grande Mosquée de Paris, Chems Eddine Hafiz, en présence du ministre du

secteur, Youcef Belmehdi. "La signature du cahier des charges, liton dans le communiqué ministère des Affaires religieuses, a eu lieu après concertation et coordination avec les services du ministère du Commerce et de la Promotion des exportations", a déclaré Belmehdi, faisant état de la "promulgation, il y a deux jours, de la circulaire portant délégation de la délivrance de la certification Halal à l'Institut Abdelhamid-Ben-Badis, relevant de la Grande Mosquée de Paris". "Le cahier des charges définit le mécanisme de fonctionnement et les modalités de délivrance de cette certification en fonction de la nature des produits consommation exportés par la France vers l'Algérie, ainsi que les conditions à réunir par la commission habilitée pour le suivi et le contrôle de ces produits", a-t-il expliqué.

ALGER: DEUX FEMMES IMPLIQUÉES DANS L'ENLÈVEMENT D'UN JEUNE HOMME

La Sûreté de wilaya d'Alger a réussi à démanteler un réseau criminel composé de six individus, dont deux femmes, accusé de kidnapping d'un trentenaire. En effet, la BMPI relevant de la circonscription d'El Harrach a anéanti le week-end dernier un réseau criminel composé de six individus âgés entre 21 et 44 ans, dont deux femmes. Les flics sont parvenus à libérer le jeune homme, 34 ans, victime de séquestration et de torture de la part de ses ravisseurs.



L'opération s'est soldée par la récupération de cinq (5) voitures, dont la voiture de tourisme de la victime, objet de recherches. Le communiqué a souligné que les

mis en cause ont été présentés devant les autorités judiciaires compétentes "enlèvement en bande organisée" et "association de malfaiteurs".

OLYMPIADES ARABES DES MATHÉMATIQUES: L'ALGÉRIE SUR LA 1^{RE} MARCHE DU PODIUM

L'Algérie a remporté la première place au niveau arabe lors des Olympiades arabes des Mathématiques tenues en Tunisie, avec 3 médailles d'or et une (1) de bronze, a indiqué lundi un communiqué du ministère de l'Education nationale. L'Algérie "a participé (à distance) à la troisième édition des Olympiades arabes des Mathématiques, organisée par l'Organisation arabe

pour l'Education, la cul-

ture et les sciences

(ALECSO) tous les deux ans, avec une équipe composée de quatre élèves du cycle secondaire, abritée cette année en Tunisie du 14 au 19 décembre 2022", a précisé la même source. "L'Algérie a occupé la

première place au niveau arabe dans cette compétition scientifique parmi les 16 pays arabes participants, en remportant 3 médailles d'or et une (1) médaille de bronze". ajoute le communiqué. Lors de cette compétition, le ministère de l'Education nationale a relevé "l'excellence et exceptionnalité de l'élève Mohamed Wassil Medouar Lycée Rabah-Bitat (wilaya d'Alger), au niveau arabe, en obtenant la note maximale dans toutes les épreuves du test et son innovation de nouvelles solutions qui n'avaient jamais été utilisées auparavant. Ainsi sa brillante performance a été saluée lors de l'annonce des résultats finaux".

(CCG) pour promouvoir l'augmentation des échanges. Pékin a promis « d'importer du pétrole brut de manière cohérente et en grande quantité du CCG ». Et il en va de même pour le gaz naturel. La Chine est le plus grand importateur de brut de la planète depuis cinq ans nant, dont la moitié provient de la péninsule arabique et plus d'un quart de l'Arabie saoudite. Il n'est donc pas étonnant que le prélude à l'accueil somptueux de Xi d'Arabie à Riyad ait été un éditorial spécial élargissant la portée commerciale et louant l'augmentation des partenariats stratégiques/commerciaux à travers le CCG, avec « les communications 5G, les nouvelles énergies, l'espace et l'économie numérique ».

L'EXPRESS



Quotidien national d'information

edité par la

SARL ADRA COM

Adresse : Maison de la presse Abdelkader safir, 02 Rue Farid Zouiouache, Kouba, Alger Tel/FAX Admnistration et publicité: 023.70.99.92

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION:

ZAHIR MEHDAQUI

zahir.mehdaoui1969@gmail.com Email:

redaction@express-dz.com Site Web:

www.lexpressquotidien.dz / TEL/FAX: 023.70.99.92

Directeur de l'administration et des finances **NOURDINE BRAHMI**

Service-pub@lexpressquotidien.dz

Impression SIA Alger Bab Ezzouar

PUBLICITÉ : S'ADRESSER À L'AGENCE **NATIONALE DE COMMUNICATION D'EDITION ET DE LA PUBLICITÉ (ANEP)**

Alger: 1, avenue Pasteur Tel: (021) 71.16.64 -(021)73.71.28 Fax: (021) 73.95.59 -(021)73.99.19 Mail:

agence.regie@anep.com.dz programmation.regie@anep.com.dz EPINGLÉ PAR LA JUSTICE AMÉRICAINE POUR DES ENTOURLOUPES AVEC DES ANCIENS RESPONSABLES DE SONATRACH SOUS L'ANCIEN RÉGIME

Les scandales de l'ancien régime remontent à la surface

Dans son édition d'hier, Capital.fr, s'appuyant sur des médias américains, a évoqué le gros scandale dans lequel est impliqué le géant américain Honeywell International Inc.

Pour des faits avérés de corruption, au Brésil et en Algérie, Honeywell accepte de verser un montant conséquent, estimé à 160 millions de dollars, pour mettre fin à des poursuites pour corruption.

En effet, le conglomérat industriel Honeywell a passé un accord avec les autorités américaines qui prévoit le versement de 160 millions de dollars pour clore des poursuites liées à des accusations de corruption au Brésil et en Algérie, selon le média Capital.fr.

Honeywell International Inc. est une société américaine fondée en 1906; elle intervient aujourd'hui principalement dans le nucléaire (Usine de transformation de l'uranium), l'aérospatial, l'automatisation du bâtiment (régulation, supervision technique, contrôle d'accès et sécurité), et la défense (avioniques militaires, etc). Le conglomérat industriel est depuis quelques

années également un important fournisseur pour l'industrie automobile.

Le ministère américain de la Justice reprochait au conglomérat Honeywell d'avoir versé, en 2010, 4 millions de dollars de pots-de-vin à un haut responsable du géant pétrolier Petrobras pour obtenir un contrat de 425 millions de dollars, via sa filiale brésilienne. Le groupe de Charlotte (situé en Caroline du Nord) a accepté de payer 160 millions de dollars.

Dans les détails, 79 millions de dollars d'amende seront versés au gouvernement américain, dont 39,6 seront déduits car Honeywell s'est déjà engagé à donner cette somme au gouvernement brésilien.

Selon un communiqué de presse publié le 19 décembre, la société a réalisé un bénéfice de 105,5 millions de dollars sur ce contrat. Parallèlement, Honeywell va s'acquitter de



81 millions de dollars auprès de l'autorité américaine de régulation des marchés financiers, la SEC, en lien avec le dossier brésilien mais aussi d'autres accusations de corruption.

Comme on le sait maintenant, après les soupçons avérés qui ont mené à inculper les anciens patrons de Sonatrach sous Bouteflika, principalement Chakib Khelil et Ould Kaddour, certains « intermédiaires » de l'entreprise ne s'encombraient pas de préjugés pour arracher des contrats au profit de leurs mentors et au préjudice de l'Algérie.

Selon la SEC, des employés de la filiale belge d'Honeywell ont offert, en 2011, 75.000 dollars de pots-de-vin à un responsable du gouvernement algérien pour travailler comme sous-traitant de la compagnie nationale pétrolière Sonatrach. Honeywell a reconnu avoir violé le règlement de la SEC en matière de corruption, selon un communiqué publié lundi.

Dans le dossier du ministère de la Justice américain, le groupe industriel a bénéficié d'une mesure dite de poursuites différées. Elle prévoit que si la société ne commet pas d'autre infraction dans un délai de trois ans, elle ne pourra pas être attaquée en justice pour les faits incrimi-

PREMIER COMMENTAIRE DE L'ALGÉRIE SUR LA DÉCISION DE L'UNION EUROPÉENNE DE PLAFONNER LES PRIX DU GAZ

«UNE DÉCISION UNILATÉRALE QUI POURRAIT DÉSTABILISER LE MARCHÉ»

Le ministre de l'Energie et des Mines, Mohamed Arkab, a qualifié, hier, d'"unilatérale" la décision de l'Europe de plafonner les prix du gaz. Lors de la 4e édition de la Journée algéroallemande de l'énergie, Arkab a estimé que les mesures de l'Union européenne pourraient déstabiliser le marché. « Des marchés du gaz ouverts, transparents, sans restriction et non discriminatoires sont plus qu'une simple nécessité », a-t-il ajouté. Le développement des investissements dépend - selon Arkab - de cadres juridiques transparents et non discriminatoires soutenus par des politiques énergétiques financières et environnementales claires dans les pays consommateurs de gaz et les pays de

I.M.Amine

DES PEINES D'UN À CINQ ANS DE PRISON FERME DANS UNE AFFAIRE DE CORRUPTION À L'ENTREPRISE PORTUAIRE

«GRENOUILLAGES» AU PORT DE SKIKDA

La Cour de justice de Skikda a condamné, lundi, à des peines allant d'un an à cinq ans de prison ferme, les accusés dans une affaire de corruption touchant l'Entreprise portuaire de Skikda. L'ex-PDG et l'ex-président du comité de participation de l'Entreprise portuaire de Skikda ont ainsi écopé chacun de cinq ans de prison ferme avec mandat de dépôt. Des peines de prison ferme d'un an et trois ans ont été prononcées à l'encontre de cadres et de chefs de service de l'entreprise et des opérateurs économiques dont l'un est le fils d'une ancienne personnalité politique, tandis que d'autres accusés ont été acquittés. Les accusés ont été poursuivis pour délits d'«établissement d'un rapport affirmant des faits matériellement incorrects», «dissimulation de documents», «abus de fonction pour exécuter un travail en violation des règlements pour permettre à autrui d'obtenir des bénéfices indus» et «dilapidation de deniers publics et exploitation illégale de biens publics pour le bénéfice d'autrui».

I.Med

LE PROJET DE LOI SUR L'ACTIVITÉ AUDIOVISUELLE PROCHAINEMENT À L'ASSEMBLÉE POPULAIRE NATIONALE

L'Autorité de régulation de l'audiovisuel, ANIRA, en sera le «gendarme»

Le projet de loi sur l'activité audiovisuelle, qui sera soumis prochainement à l'Assemblée populaire nationale (APN) pour débat et enrichissement, met en place un cadre juridique fixant les modalités d'exercice de cette activité, sur la base d'un certain nombre de principes, dont les plus importants sont le droit du citoyen à une information complète et objective.

"Considérant l'influence de l'activité audiovisuelle, quel que soit le support de diffusion, sur l'opinion publique et sur l'orientation de toute décision, il est devenu impératif de mettre en place un cadre légal et réglementaire définissant clairement les conditions et les modalités de son exercice, dans un souci de protection des intérêts moraux et matériels des individus et de la société", est-il précisé dans l'exposé des motifs.

Le projet de loi identifie, dans ce cadre, les entités activant dans le champ audiovisuel dans leurs différentes typologies et dans la diversité de leur support, et met en place les règles afférentes à leur organisation, leur régulation et leur contrôle.

Certaines restrictions posées par la loi organique 12-05 relative à l'information et la loi 14-04 relative à l'activité audiovisuelle, qui se sont révélées "inopérantes", ont été retirées dans ce projet de loi et remplacées par des dispositions "adaptées aux réalités du champ audiovisuel national".

En effet, le texte constate qu'au plan national, il existe aujourd'hui une multitude de chaînes audiovisuelles dites "off-shore", dont le siège social est en dehors du territoire national, en dépit du fait que "leurs contenus, élaborés et réalisés en Algérie, s'adressent pourtant à un public algérien à partir de l'étran-

ger". Aussi était-il "indispensable de les intégrer au paysage médiatique national, en étendant dans le projet de loi sur l'audiovisuel, l'activité des services de communication autorisés aux chaînes généralistes".

L'autre modification significative introduite dans ce projet de loi porte sur "l'unification des procédures d'octroi des autorisations qui sont les mêmes pour les chaînes audiovisuelles dites classiques et les chaînes audiovisuelles en ligne". Considérant que l'exercice de l'activité audiovisuelle, y compris en ligne, est une activité réglementée, son exercice est soumis à une "autorisation délivrée par le ministre chargé de la Communication", et est lié au "respect des clauses des cahiers des charges générales et particulières".

Il est confié à l'Autorité nationale indépendante de régulation de l'audiovisuel (ANIRA) la mission de "veiller au respect de ces cahiers des charges par les services de communication audiovisuelle".

I.M./avec Aps

LE PROJET DE LOI SUR LA PRESSE ÉCRITE ET ÉLECTRONIQUE BIENTÔT À L'APN

Les textes répondent-ils aux attentes des professionnels du secteur ?

Le projet de loi relatif à la presse écrite et la presse électronique et les règles afférentes à son organisation, sa régulation et son contrôle, qui sera soumis prochainement à l'Assemblée populaire nationale (APN) pour débat et enrichissement, vise, souhaite-ton, à répondre aux attentes des médias en prenant en compte les propositions issues des consultations engagées auprès de la corporation. Le projet de loi a pour objet la mise en place d'un cadre juridique fixant les modalités d'exercice de l'activité de la presse écrite et de la presse électronique et les règles afférentes à son organisation, sa régulation et son contrôle, est-il relevé dans l'exposé des motifs. Il vise à répondre aux attentes des professionnels des médias en prenant en compte les propositions et

préconisations issues des consultations engagées auprès de la corporation. Cette démarche a pour objectif notamment de "simplifier les procédures administratives pour la création de publications périodiques ou de la presse électronique". En effet, le texte propose de soumettre la création de publications périodiques et de la presse électronique à "un régime déclaratif, conformément aux dispositions de l'article 54 de la Constitution de 2020, en lieu et place de l'agrément". Il définit, par ailleurs, les missions de l'autorité de régulation de la presse écrite et de la presse électronique instituée par la loi organique relative à l'information, dans le domaine de la régulation de l'activité de la presse écrite et de la presse électronique. En outre, et en

vue de concrétiser le principe du pluralisme d'opinions et de pensées et de prévenir la concentration des périodiques, le projet de loi s'est attaché à limiter à une seule publication et/ou à une seule presse électronique d'information générale, le nombre de publications ou de presse électronique pouvant être détenues ou contrôlées par une personne physique de nationalité algérienne ou une personne morale de droit algérien. Au regard de ces mêmes principes, le texte prescrit également l'interdiction de la participation au capital social dans plus d'une publication périodique et/ou de presse électronique d'information générale.

<u>ACTUALITÉ</u>

PROTECTION DE L'ENFANCE

Le gouvernement en fait une priorité nationale

Le programme que l'Algérie a mis au point utilise une combinaison de stratégies couvrant les différents domaines d'intervention prioritaires que sont le développement du jeune enfant, la protection de l'enfance, la santé et le développement des adolescents et l'engagement civique en faveur des droits de l'enfant...

a protection de l'enfance fait partie intégrante de la Déclaration du Millénaire et des objectifs du Millénaire pour le développement, et constitue une contribution cruciale de l'UNI-CEF à la mise en œuvre de cette déclaration et à la réalisation de ces objectifs. L'Algérie a réalisé certains objectifs du Millénaire. Le programme qu'elle a adopté utilise une combinaison de stratégies couvrant les différents domaines d'intervention prioritaires que sont le développement du jeune enfant, la protection de l'enfance, la santé et le développement des adolescents et l'engagement civique en faveur des droits de l'enfant. Le Premier ministre, Aïmene Benabderrahmane, affirme que l'Algérie avait réalisé plusieurs acquis en matière de protection de l'enfance, comme en témoignent les indicateurs positifs dans le cadre de la réalisation des Objectifs de développement durable (ODD) à l'horizon 2030. "Notre pays a réalisé, en matière de protection de l'enfance, plusieurs acquis traduits par des indicateurs positifs dans le cadre de la réalisation des ODD 2030, notamment en ce qui concerne la scolarisation obligatoire et gratuite, dont le taux s'élève à près de 99% durant l'année scolaire actuelle", a fait savoir M. Benabderrahmane dans une allocution prononcée lors des Assises nationales sur "l'Enfance en Algérie: réalisations et défis", organisées au Palais des nations (Club des pins). Le Premier ministre a réitéré, dans ce sens, "l'engagement de l'Etat à maintenir son soutien en vue de garantir toutes les conditions pour une scolarisation de tous les enfants sans distinction à travers toutes les régions du pays, notamment les régions enclavées et les zones d'ombre, et ce, à travers la fourniture de tous les moyens nécessaires, à l'instar de la cantine scolaire, du transport et des structures". Il a également rappelé la décision prise par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, lors de la dernière réunion du Conseil des ministres portant titularisation de tous les enseignants contractuels, ce qui permettra, a-t-il dit, d'augmenter, à la fin 2022, le nombre d'enseignants des trois cycles scolaires à 560.000 enseignants. Dans le domaine de la santé, le Premier ministre a évoqué les efforts permanents de l'Etat afin de garantir une meilleure prise



en charge "Mère-enfant", ce qui permettra à l'Algérie d'occuper "les premières places dans le classement mondial en la matière", ajoutant que le taux des mort-nés ne dépasse pas les 24 cas pour chaque 1.000 naissances. Dans le même but et "en dépit de la crise économique mondiale, l'Etat est resté attaché à son aspect social et a préservé les transferts sociaux, assurant ainsi un niveau de vie décent à toutes les familles, en plus des directives du Président Tebboune pour augmenter les salaires, mettre en place l'allocation chômage, poursuivre l'octroi des aides aux familles dépourvues et parachever les programmes d'habitat", a ajouté M. Benabderrahmane. Il a, dans ce contexte, souligné que ces efforts ont permis à l'Algérie de "décrocher des places honorables sur l'indice de développement humain (IDH) de l'année en cours", elle occupe la première place au Maghreb et la troisième en Afrique. Le Premier ministre a, également, évoqué l'arsenal juridique de l'Algérie en termes de protection des droits de l'enfant, en fonction des mutations que connaît le monde, en plus de ce que la Constitution de 2020 stipule en matière de droits de l'enfant à travers la préservation de ses intérêts et sa protection contre toute forme de violence et d'exploitation. A cette occasion, il s'est félicité des efforts incessants déployés par

l'Organe national de protection et de promotion de l'enfance (ONPPE), mettant en avant "l'engagement de l'Etat qui s'attelle à assurer les garanties nécessaires à la protection de l'enfance et à la mettre à l'abri des agressions et des risques à travers la mobilisation des ressources financières requises et l'investissement dans le capital humain". M. Benabderrahmane a insisté sur le rôle de la société civile et sur "l'impératif d'effectuer un travail complémentaire entre toutes les parties concernées, en vue de faire face aux défis actuels et futurs et construire une génération à partir des valeurs qui ont mû la génération de Novembre 1954, portant ainsi le flambeau d'une Algérie nouvelle qui est désormais une réalité, grâce aux engagements du Président Tebboune". Les travaux des Assises nationales se poursuivent avec des ateliers dans lesquels les participants discutent des questions importantes relatives aux droits de l'enfant et des propositions à même de concrétiser une politique nationale efficiente assurant un avenir meilleur à cette frange. Le Premier ministre a également souligné que «le gouvernement accordait une grande attention aux soins de la mère et de l'enfant», «ce qui a permis à l'Algérie d'occuper les premiers rangs en termes de parrainage du suivi de la mère enceinte et d'assurer les conditions de l'ac-

couchement», a-t-il précisé. Parlant des chiffres, le Premier ministre a assuré que «l'Algérie a réussi à établir un pourcentage de 98,8 % de naissances dans un milieu adéquat». «Non seulement dans un pays où sont recensées près d'un million de naissances par an, tout a été mis en œuvre pour la meilleure prise en charge, la généralisation des services de pédiatrie, mais également des médicaments pour enfants, l'amélioration des services de pédiatrie», a-t-il déclaré. «Le taux de mortalité des nouveau-nés s'est également stabilisé en Algérie», s'est félicité le Premier ministre, notant qu'«il a été rapporté à 24% pour 1 000 naissances». En outre, Benabderrahmane a tenu à souligner que «la protection des enfants se fait sans discrimination et l'égalité des chances concerne aussi les enfants ayant des besoins spécifiques», et ce, «avec la mise en place d'un réseau institutionnel qui garantit l'éducation spécialisée et la réadaptation nécessaire à leur intégration sociale et professionnelle, sans exclusion ni discrimination, à travers la création d'une école nationale pour former des enseignants pour les enfants ayant des besoins spécifiques, en application des directives du président Abdelmadjid Tebboune», poursuit-il. De son côté, Meriem Chorfi, la Déléguée nationale à la protection de l'enfance relève : «La protection de

l'enfance est devenue l'une des priorités du président Tebboune». Elle a affirmé «l'engagement de son organisme à continuer d'œuvrer à la réalisation de plus de gains au profit des enfants». Chorfi a expliqué que «le travail se poursuivra pour réaliser d'autres acquis et parvenir à des niveaux plus élevés de bien-être au profit de l'enfance». Elle a ajouté que «la protection et la promotion des droits de l'enfant sont devenues l'une des options politiques majeures du programme du président de la République». Pour sa part, le CNESE a appelé à l'élaboration d'un diagnostic précis de la situation de l'enfance en Algérie. Son président, Khelladi Sidi Mohamed Bouchnak, a salué «les mesures positives prises par notre pays en vue d'apporter les soins nécessaires aux enfants pour bâtir une génération capable de faire face aux défis à l'avenir». Il a souligné que «l'Algérie est classée dans les rangs honorables au niveau international, et ce, grâce aux politiques adoptées par l'Etat pour promouvoir les droits de l'enfant». Dans le même contexte, il a appelé à «l'élaboration d'un diagnostic précis de la situation de l'enfance en Algérie», dans le but de remédier aux carences et d'élaborer une politique nationale de l'enfant impliquant les différents acteurs de la société.

Y. B. et APS

Une loi en projet pour encadrer les relations fonctionnelles entre l'APN et le Sénat

La Commission des Affaires juridiques, administratives et des libertés de l'Assemblée populaire nationale (APN) a tenu une réunion dédiée à l'examen d'un projet de loi définissant l'organisation et le fonctionnement de l'APN et du Conseil de la nation, ainsi que les relations fonctionnelles entre les deux chambres du Parlement et le Gouvernement, a indiqué un communiqué de l'Assemblée. "La Commission des Affaires

juridiques, administratives et des libertés de l'Assemblée populaire nationale (APN) s'est réunie sous la présidence de Zahir Kheladi, son président, dans le cadre de l'examen d'un projet de loi organique amendant et complétant la loi organique 12-16 du 25 août 2016 définissant l'organisation et le fonctionnement de l'APN et du Conseil de la nation, ainsi que les relations fonctionnelles entre les deux chambres du

Parlement", a précisé le communiqué de la Chambre basse du Parlement. "La commission a écouté les propositions et les opinions des présidents de groupes parlementaires qui ont mis l'accent sur l'importance de ce projet pour les deux chambres du Parlement. Chacun des présidents de groupes parlementaires a fait part de ses remarques concernant les amendements proposés", a conclu le communiqué. R. N.

ACTUALITÉ

CATASTROPHES NATURELLES EN AFRIQUE

Quels plans d'urgence seront instaurés pour y faire face ?

Le dernier rapport de l'ONU rendu public à l'occasion de la Journée internationale pour la réduction des risques de catastrophes a fait ressortir que « la moitié des pays du monde ne sont pas préparés aux catastrophes, faute de posséder des systèmes d'alerte précoce multirisques... »

Afrique est exposée à diverses catastrophes naturelles, en particulier aux inondations et à la sécheresse sur une grande échelle - et à l'insécurité alimentaire qui les accompagne -, aux tempêtes tropicales et aux éruptions volcaniques qui causent non seulement de lourdes pertes mais qui exacerbent en outre d'autres problèmes chroniques affectant la région, tels que la pauvreté, les conflits et le VIH/sida. La proposition algérienne prônant la mise en place d'un mécanisme africain de réponse aux catastrophes naturelles, entérinée en 2022, confirme une nouvelle fois le rôle pionnier de l'Algérie et son souci permanent s'agissant de l'immunisation du continent face aux aléas de la nature, devenus de plus en plus "agressifs" et "imprévisibles". Initiée par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, rappelle l'APS, la proposition visant à créer une Force civile continentale contre les catastrophes en vue d'assurer une prise en charge efficace et en temps réel, et d'apporter l'appui nécessaire aux pays africains touchés, a été d'abord adoptée à l'unanimité par le Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine (UA) lors de sa réunion tenue au niveau des chefs d'Etat et de gouvernement par visioconférence en octobre 2021. L'initiative algérienne, qui a été entérinée ensuite en mai dernier par la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de l'UA à Malabo (Guinée équatoriale), figure parmi les mesures phares adoptées à travers la Déclaration politique du Sommet humanitaire extraordinaire de l'instance continentale, en vue de relever les défis humanitaires que constituent notamment le changement climatique et les catastrophes naturelles. A travers ce mécanisme, le continent africain sera en mesure de "soutenir les solutions africaines aux problèmes du continent". En d'autres termes, il va pouvoir se prendre lui-même en charge. Dans ce cadre, le Premier ministre, M. Aïmene Benabderrahmane, avait affirmé, lors de sa participation à la Réunion internationale de haut niveau sur l'environnement



"Stockholm+50", tenue en juin dernier dans la capitale suédoise, que l'Algérie allait prendre en charge financièrement la première réunion dédiée à la mise en place dudit mécanisme, appelant la communauté internationale à soutenir et appuyer la création d'une Capacité civile continentale de préparation et de réponse aux catastrophes naturelles en Afrique. C'est dans ce contexte que l'Algérie a abrité, octobre dernier, la 18e session du Groupe de travail africain sur la réduction des risques de catastrophes, marquée par l'adoption à l'unanimité de la proposition de l'Algérie pour la création d'un mécanisme régional contre les risques

majeurs, et l'émission d'une dizaine d'autres recommandations. Dans le même souci, l'Algérie a accueilli durant le mois de décembre la réunion des chefs de la Protection civile et de la gestion des risques de catastrophes de l'UA, consacrée à la création d'une Capacité civile continentale de préparation et de réponse aux catastrophes en Afrique. Présidant l'ouverture de cette réunion, le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, Brahim Merad, a affirmé que l'initiative du président de la République était "le meilleur moyen" pour atténuer les crises induites par les risques majeurs.

LA PROPOSITION ALGÉRIENNE TOMBE À POINT NOMMÉ

Le ministre a estimé qu'il était "insensé qu'un Etat africain sollicite l'aide d'un pays d'un autre continent en cas de catastrophe naturelle, alors que de nombreux pays voisins disposent de moyens et d'expérience pour faire face à cette situation". Cette réunion a pris fin avec l'approbation des représentants des 36 pays participants d'une feuille de route à même de créer un mécanisme africain de préparation et de réponse aux catastrophes avant la fin de 2024. Le délégué national aux risques majeurs au ministère de

l'Intérieur, Hamid Afra, s'est félicité que la concrétisation du projet proposé par le Président Tebboune représente "un acquis pour l'Algérie et pour tous les Etats africains".

Selon nombre d'experts et de météorologues, cette initiative tombe à point nommé en ce sens qu'"elle répond aux alertes que ne cesse d'émettre l'ONU à l'endroit des pays du monde entier, afin de se doter de tels mécanismes pour pouvoir prévenir les aléas de la nature, plus que jamais violents et destructeurs".

A cet égard, il y a lieu de rappeler que le dernier rapport de l'ONU émis à l'occasion de la Journée internationale pour la réduction des risques de catastrophes, correspondant au 13 octobre de chaque année, a fait ressortir que "la moitié des pays du monde ne sont pas préparés aux catastrophes, faute de posséder des systèmes d'alerte précoce multirisques qui permettent d'anticiper plusieurs types de désastres".

"Des populations entières sont prises de court par des catastrophes climatiques en cascade, car il n'y a aucun dispositif permettant de les prévenir", a déclaré le chef de l'ONU, Antonio Guterres, dans un discours à cette occasion, notant que cet état de fait est "le résultat d'un manque d'investissement dans la protection de la vie et des moyens de subsistance de personnes qui sont en première ligne". "Les pays en développement sont encore moins bien lotis alors même qu'ils se trouvent en première ligne du changement climatique", ont alerté, de leur côté, le Bureau pour la réduction des risques de catastrophes et l'Organisation météorologique mondiale. En Afrique, les catastrophes naturelles et l'incapacité de les prévenir ont endeuillé des milliers de familles et poussé plusieurs d'autres millions à l'exil forcé en 2022.

Y. B.

Le dialogue social, un instrument incontournable de bonne gouvernance

L'Administration centrale devrait accepter le dialogue social et comprendre qu'elle ne peut résoudre tous les problèmes qu'en imposant sa position. Le dialogue social est un pilier important du renforcement d'une culture du dialogue et du partenariat. Il offre un forum utile pour l'analyse des données et l'éventuelle prise de mesures. Le ministre de la Santé, Abdelhak Saïhi, s'inscrit dans cette démarche, demeurant ouvert au dialogue et à l'échange. Il vient de tenir une réunion avec une délégation du Syndicat national des auxiliaires médicaux en anesthésie et réanimation de santé publique (SNAMARSP), indique un communiqué de son Département. Lors de cette rencontre, le ministre de la Santé a relevé "l'importance du dialogue responsable avec les partenaires sociaux à tous les niveaux, en vue de renforcer et

améliorer la prise en charge de la santé publique, notamment au vu du grand intérêt qu'accorde le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune à ce secteur". A ce propos, M. Saïhi a écouté les revendications des membres du syndicat, liées essentiellement à "la révision de l'appellation, la création d'une Ecole normale supérieure, la définition exacte des missions réelles du corps conformément au exigences sur le terrain, et la garantie de la protection juridique et de l'identité professionnelle en conformité avec le statut du corps". Le ministre a affirmé, dans ce cadre, son soutien aux "revendications soulevées", soulignant "la nécessité de saisir l'occasion de la révision des statuts régissant la santé pour les enrichir en coordination avec la commission compétente, au mieux des

intérêts des personnels du secteur et du patient", ajoute le communiqué. Après avoir rappelé la satisfaction de plusieurs revendications, le ministre de la Santé a appelé le SNAMARSP à accélérer "la publication de la nomenclature de cette catégorie dans son statut". Cette rencontre entre le premier responsable du secteur et la délégation du syndicat, conduite par Mohamed Amine Bendali, s'est déroulée dans "une atmosphère empreinte de sincérité et de crédibilité", langage prôné et adopté par le ministère de la Santé, conclut la même source. Ainsi, le ministre de la Santé a mis en place un cadre visant à améliorer le dialogue qui devrait conduire à des objectifs identifiables, à un calendrier pour les atteindre et à des mesures concrètes.

ÉCONOMIE

FINANCE ISLAMIQUE : LES FONDATIONS SONT D'ORES ET DÉJÀ POSÉES

Mais beaucoup reste à faire

L'activité finance islamique poursuit le développement de son offre. Néanmoins, elle fait face encore à des difficultés, notamment en matière de ressource humaine...

u cours de ces deux dernières années, l'activité dans le secteur de la finance islamique n'a cessé de s'intensifier dans le pays. S'exprimant lors de la conférence dédiée aux perspectives de la finance islamique, Rachid Belaid, délégué général de l'Abef, annonce qu'au 30 octobre dernier, 469 guichets sont ouverts, avec des dépôts qui ont dépassé les 50 milliards de DA, ainsi que 304 487 dossiers financés représentant un montant de 383 milliards de DA. Le même responsable appelle à la diversification des produits bancaires, et de ne pas négliger le rôle social des banques islamiques. Intervenant à l'ouverture de la même conférence. Lazher Latreche. DG de la Banque extérieure d'Algérie, a indiqué que la modernisation du secteur bancaire a fait un saut important. Par ailleurs, une brochette d'experts et d'intervenants présents à cette rencontre ont appelé au renforcement du cadre juridique qui régit ce type de finance, tout en diversifiant les canaux de distribution de ses produits, notamment à travers leur digitalisation. Dans leurs recommandations ayant sanctionné cette conférence organisée par l'Association des banques et établissements financier (Abef) au Centre international des conférences (CIC), les participants ont préconisé le renforcement du corpus légal et réglementaire lié à la finance islamique et de trouver les voies et moyens pour développer des institutions de micro-finance compatibles avec la Charia, en exigeant un niveau de capital adapté aux spécifici-



tés de ce type d'institutions. Il est également nécessaire de renforcer l'écosystème de la finance islamique par le parachèvement du corpus réglementaire du Takaful et la promulgation des normes comptables adéquates, selon les recommandations de cette journée, lues à la fin des travaux par le délégué général de l'Abef, Rachid Belaid, en présence du ministre des Finances, Brahim Djamel Kassali, des membres du gouvernement, ainsi que le président du Haut Conseil islamique (HCI), Bouabdellah Ghlamallah. Les participants ont, par ailleurs, estimé opportun la poursuite du déploiement des points de vente liés à la finance islamique et sa diversification, ce qui comprend le développement de nouveaux canaux de distribution par la digitalisation. Cela en plus d'encourager la diffusion des produits de l'épargne à travers des mesures d'accompagnement incitatives, notamment la mise en place de produits d'épargne logement et

éventuellement ceux liés aux programmes aidés ou soutenus par l'Etat. Autre point abordé dans les recommandations, la nécessité de développer tout ce qui est communication institutionnelle et son élargissement à l'ensemble des parties directes ou indirectes, notamment le secteur des Affaires religieuses pour communiquer sur la dimension sociale de la finance islamique et ce qu'elle peut apporter de plus à l'économie

nationale. Les participants ont appelé, aussi, à la diversification des programmes de formation en direction des intervenants dans l'industrie de la finance islamique, ou encore la poursuite de la démarche entreprise par les pouvoirs publics afin d'assurer la neutralité de l'écosystème vis-à-vis des produits classiques et des produits islamiques. Ils ont préconisé, en outre, la mise en place d'instruments de gestion

de liquidités et d'investissements, notamment les Sukuk et un marché interbancaire. M. Rachid Belaid, cité dans une dépêche de l'APS, a assuré que ces recommandations seront "détaillées et travaillées avant d'être transmises aux parties concernées et elles seront suivies au sein de la commission de la finance islamique au niveau de l'Abef avec la participation des représentants de la Banque d'Algérie, des assureurs et de la Bourse d'Alger". Selon les chiffres présentés lors de cette rencontre, le nombre de guichets proposant les produits de la finance islamique a atteint au 31 octobre 2022 les 469, alors que le montant des dépôts avoisinait les 50 milliards de dinars. Dans son intervention, le membre de l'Autorité charaïque nationale de la fetwa, Saïd Bouizri, a plaidé pour la conjugaison des efforts de tous les intervenants en vue d'assurer la réussite de cette expérience. Il a estimé, en outre, que sur le plan pratique, la finance islamique fait face à des contraintes, notamment le manque de formation de la ressource humaine encadrant la commercialisation des produits bancaires alternatifs. Il a noté aussi la nécessité de développer le plan technique et informatique de la gestion de ces financements pour assurer une bonne conformité de ces modes de financement avec les règles de la Charia. Youcef S.

SONATRACH TIENT SON ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE

L'entreprise Sonatrach a tenu, lundi 20 décembre, son Assemblée générale ordinaire, durant laquelle son budget pour l'exercice 2023 a été approuvé, selon un communiqué de l'entreprise. Il a été également adopté le plan de développement à moyen terme 2022-2027, relatif à la production, l'investissement, la commercialisation, le financement et l'emploi... « Cette Assemblée générale ordinaire s'est tenue en présence du ministre de l'Energie et des Mines, du ministre des Finances, d'un représentant de la présidence de la République, et du gouverneur de la Banque d'Algérie, avec la participation des membres du Conseil d'administration, de l'équipe dirigeante de l'entreprise et des commissaires aux comptes ». En 2022, Sonatrach a fait une bonne moisson, parvenant à conclure plusieurs contrats de partenariat avec des compagnies étrangères dans le domaine du développement des hydrocarbures, qui permettront une augmentation de la production nationale de pétrole et de

INDUSTRIE DU TEXTILE ET DE L'HABILLEMENT

Les entreprises appelées à travailler en partenariat avec des étrangers

Le ministre de l'Industrie, Ahmed Zeghdar a appelé à l'intensification des partenariats dans le domaine du textile et du cuir en vue de créer une industrie locale forte dans ce domaine. Lors d'une conférence de presse en marge de l'inauguration de la 5° édition du Salon international du textile, habillement, cuir et équipement "TexStyle Expo", en présence du ministre de l'Agriculture et du Développement rural, Mohamed Abdelhafid Henni, M. Zeghdar a indiqué que cet événement "ouvre la voie aux industriels algériens pour conclure des partenariats avec leurs homologues étrangers dans le domaine du textile et du cuir", appelant ces derniers à "intensifier les partenariats dans ce domaine". Pour encourager les investisseurs étrangers à investir localement dans le domaine du textile et du cuir ainsi que dans d'autres domaines, M. Zeghdar a rappelé que la

nouvelle loi sur l'investissement accordait les mêmes mesures incitatives aux investisseurs locaux et étrangers. indiquant que la filière du textile et du cuir constitue l'une des principales filières de l'industrie manufacturière et est à même d'assurer la diversification économique et de créer des opportunités d'emplois en Algérie. Dans ce cadre, le ministre a fait savoir que dans le cadre des réformes engagées par le ministère de l'Industrie, quatre commissions nationales stratégiques intersectorielles seront installées pour les industries mécaniques, les industries électriques et électroniques, les industries alimentaires, et les industries du textile et du cuir. L'objectif de mettre sur pied une commission pour les industries du textile et du cuir est de créer un espace de dialogue et de concertation avec la participation de tous les acteurs, des secteurs public et privé,

activant dans les filières du textile et du cuir, outre les organismes officiels concernés, les laboratoires de recherche. les centres de formation spécialisés et les experts du domaine. Il s'agit aussi par la mise en place de cette commission est de créer des pôles industriels dans les wilayas abritant ces industries, et réduire partant la facture d'importation, en plus d'encourager et de promouvoir la qualité. L'objectif à travers ces commissions consiste à travailler de façon participative pour prendre des décisions et soutenir l'investissement dans des activités économiques prioritaires, notamment les industries stratégiques à l'instar des industries mécaniques, électroniques et électriques, outre les industries alimentaires et celles du textile et du cuir. Elles visent également, selon M. Zeghdar, à accorder une chance aux établissements publics en vue de

satisfaire les besoins du marché national, développer la sous-traitance, inclure les locaux, renforcer la chaîne des valeurs du produit national et créer des clusters industriels nationaux faisant office d'espace de concertation entre eux et les autorités publiques. Le ministre a, par ailleurs, annoncé que "les entraves et les verrous seront levés pour nombre de projets d'investissement en suspens depuis plusieurs années". A rappeler que le Salon international du textile, habillement, cuir et équipement "TexStyle Expo" qui se poursuit jusqu'au 21 décembre, connait une participation internationale de près de 100 exposants de différents pays, à l'instar de la Russie, la Turquie, la Chine, l'Egypte, en plus d'établissements algériens publics et privés des différentes spécialités en cette

R. E.

RECHERCHE SCIENTIFIQUE DANS LA LANGUE ARABE

L'importance des outils numériques soulignée à Tlemcen

Les participants à une conférence internationale sur le thème "La langue arabe et les enjeux de la transformation numérique dans le monde arabe", organisée lundi à l'université Abou-Bakr-Belkaïd de Tlemcen, ont souligné l'importance des outils numériques pour le développement de la recherche scientifique dans la langue arabe.

eroua Hamdani Ghania, membre du Centre de recherche scientifique et technique pour le développement de la langue arabe d'Alger, a mentionné, lors de son intervention à cette rencontre, organisée par visioconférence à l'occasion de la Journée internationale de la langue arabe, que le centre a préparé des logiciels et des applications tels que des algorithmes et l'apprentissage automatique pour développer l'utilisation de la langue arabe dans plusieurs domaines. La même intervenante a ajouté que les chercheurs du même centre avaient établi une base de données audio pour la langue arabe qui comprend des termes algériens utilisés dans les domaines de la recherche scientifique et du développement technologique dans les études phonétiques et linguistiques. Elle a aussi fait référence à d'autres projets logiciels tels que "Qissati", qui permet la lecture automatique d'histoires pour enfants et le projet d'extraction automatique de sujets et de textes, ainsi que le manuel automatique pour Androïd. Il est prévu à

l'avenir de réaliser une copie électronique des tests de diagnostic et de qualification effectués en orthophonie, une copie électronique du guide d'enseignement de l'arabe aux locuteurs non natifs et une copie électronique des jalons réalisés et d'autres travaux, selon à Mme Deroua Hamdani. Pour sa part, Nezha Khalfnoui de l'Unite de recherche sur la réalité de la linguistique et le développement des études linguistiques dans les pays arabes de l'université de Tlemcen, a indiqué que l'avenir des dictionnaires numériques est lié à la linguistique des blogs qui permettent la préparation d'algorithmes en accord avec les exigences de l'époque. Elle a souligné que cette unité comprend deux équipes de recherche. La première travaillant sur la préparation de dictionnaires électroniques et l'autre sur la préparation de blogs informatiques pour fournir un contenu arabe avec beaucoup de données afin de tirer profit de la préparation de divers programmes de traitement automatique de la langue arabe.



CONSTANTINE

Appel à la création d'un think tank sur les mécanismes du développement durable

Les participants à la première conférence internationale par visioconférence sur "la prospective et les défis de développement durable: rôle de la prospective dans l'élaboration des stratégies de développement", clôturée avant-hier à l'université Abdelhamid-Mehri Constantine-2, ont appelé à créer un think tank qui travaille à réfléchir en permanence sur les mécanismes pour parvenir au développement durable et proposer des amendements et des actions pour réaliser le scénario souhaité.

La professeur Naïma Gheleb de la faculté des sciences économiques de l'université Constantine-2 a indiqué, dans sa lecture des recommandations de la rencontre, que pareils think tanks pourront émerger au travers de la création d'institutions publiques autonomes regroupant des chercheurs de diverses disciplines qui œuvrent "à développer la pensée prospective auprès des décideurs de sorte à faciliter la complémentarité des politiques et l'engagement d'un développement durable". Elle a relevé à

ce propos l'importance de l'association de l'université en tant que partie active dans ce processus et son encouragement à proposer des spécialités en prospective et prospective stratégique. Elle a également souligné la nécessité d'encourager les établissements du supérieur et les laboratoires de recherche scientifique à réaliser des études prospectives vitales pour la conception de stratégies et de politiques sur le long terme au profit des divers secteurs. Elle a appelé à organiser des formations spécialisées aux

techniques et outils des études stratégiques au profit des stratèges, des responsables, des décideurs et des directeurs qui se trouvent au cœur du processus de décision et d'élaboration de stratégies garantes de développement, de rentabilité et de pérennité. Cette rencontre de deux jours organisée par visioconférence a regroupé des universitaires, des experts et des étudiants en master et doctorat de plusieurs universités algériennes et françaises.

R.R.

JOURNÉE MONDIALE DE LA LANGUE ARABE Conférence du Haut Comité de Al-Dhakhira Al-Arabiya à Alger

Le Haut Comité de Al-Dhakhira Al-Arabiya relevant de la Ligue arabe a organisé, avant-hier à Alger, une conférence à l'occasion de la Journée mondiale de la langue arabe, coïncidant avec le 18 décembre de chaque année, durant laquelle les grands axes de ce projet linguistique d'envergure, lancé par le linguiste algérien, feu Abderrahmane Hadj-Salah, ont été passés en revue.

La rencontre a été rehaussée par la présence de plusieurs académiciens, chercheurs et experts dans le champ langagier et linguistique ainsi que dans les logiciels et les nouveaux supports médiatiques, lesquels se sont penchés sur le projet de "Al-Dhakhira Al-Arabiya", lancé par Abderrahmane Hadi-Salah, et adopté par le Conseil arabe des ministres en 2008, en lui consacrant une instance dont le siège se trouve à Alger.

Le DG du Comité, le chercheur en linguistique Cherif Meribaï, a présenté un aperçu sur le projet en question, ses dimensions, la stratégie de son exécution et son rôle dans la numérisation, l'informatisation de la banque

patrimoine intellectuel arabe, la collecte et la traduction des œuvres étrangères en arabe. Et d'expliquer que "l'enjeu aujourd'hui consiste à faire de la langue arabe une langue de commerce, de tourisme et une langue technique", ajoutant que "les discours conjoncturels et les slogans frappants ne servent aucunement la langue arabe, mais plutôt son usage quotidien comme langue de communication". Il a également présenté les différentes applications électroniques et logiciels développés par le Haut Comité pour servir le contenu numérique en arabe en faveur des autorités intéressées en Algérie,

monde. De son côté, l'académicien de l'Université d'Annaba, Bachir Ibrir a évoqué, dans sa communication intitulée "La langue arabe et les variables numériques", la nécessité de reconsidérer l'usage de la langue, appelant à "créer des équipes de recherche mixtes"

dans les pays arabes et dans le

pour unifier les efforts et les approches et faciliter les échanges en langue arabe dans le domaine des technologies modernes. Le linguiste de l'Université d'Alger, Mustapha Harkat a souligné, lui, dans son intervention les moyens de promouvoir la langue arabe.

R. R.

CONSTANTINE

Œuvrer à concrétiser les politiques de promotion de l'investissement et de l'exportation

Les participants à une journée d'étude sur "la protection légale des investissements", organisé avant-hier à Constantine, ont affirmé la nécessaire coordination entre les divers secteurs et instances pour œuvrer à concrétiser les politiques de promotion de l'investissement et de l'exportation. Au cours de la rencontre tenue à l'auditorium de la cour de justice de Constantine, l'accent a été porté sur l'importance d'intensifier les efforts des diverses instances dont les douanes et les secteurs concernés par l'investissement pour présenter les politiques publiques de promotion de l'investissement et des exportations et les dispositions incitatives contenues dans la nouvelle loi de l'investissement 18-22. Dans son

intervention sur les garanties accordées aux investissements ers par la législation algérienne, le procureur de la République adjoint près le tribunal d'El Khroub (Constantine) a cité, entre autres garanties, le principe de transparence et d'égalité entre opérateurs nationaux et étrangers et le droit de recours accordé à l'investisseur étranger, préconisant de mettre en valeur ces dispositions pour accroitre l'attrait aux investissements étrangers. Le sous-directeur à la direction régionale des douanes de Constantine El Djilali Ouhinia a souligné, pour sa part, les efforts déployés par ce corps en faveur de la concrétisation d'un partenariat douanes-entreprises au travers de l'aplanissement des écueils administratifs et

la simplification des mesures, des délais et des frais au profit de l'entreprise. De son côté, le procureur général adjoint près la cour de Constantine, Fouad Madhi, a indiqué dans son allocution d'ouverture que l'objectif de la rencontre est de débattre des mécanismes d'amélioration du climat des affaires en Algérie pour promouvoir les exportations et favoriser un développement durable et équilibré des territoires. La rencontre vient souligner, a-t-il ajouté, l'importance de l'expertise des universitaires et juristes notamment pour prioriser la transition technologique, le développement de l'innovation, de l'économie de la connaissance et des secteurs à forte valeur aioutée.

MYANMAR, YÉMEN, SYRIE, SOMALIE ET AUTRES, CES CO

QUI CHERCHE À IMPOSER COMME SEULE I

La guerre en Ukraine est dans tous les esprits et à la Une des médias internationaux.
Tous les pays occidentaux ont mobilisé leur batterie médiatique pour braquer les feux de l'actualité sur la seule région « intéressante » : l'Ukraine. Pourquoi ?

ourtant, d'autres conflits ou crises majeures se déroulent dans d'autres pays, où l'ONU apporte une assistance. La guerre en Ukraine déclenche une mobilisation internationale comme on en a rarement vu au cours des dernières décennies.

Même si aucun pays n'a envoyé de troupes, l'Ukraine reçoit un soutien militaire, une aide humanitaire et des manifestations d'alliance de différentes parties du monde.

En l'espace de quelques jours, les États-Unis et l'Europe ont imposé à la Russie des sanctions internationales parmi les plus importantes jusqu'ici. Le président ukrainien Volodymyr Zelenzky est devenu le premier dirigeant mondial à s'adresser au Parlement britannique - par vidéoconférence -, où il a été ovationné, comme cela a été le cas lors de presque toutes les participations de responsables ukrainiens à des forums internationaux.

Le conflit fait la Une de la plupart des antennes de presse du monde.

On estime que la guerre en Ukraine, qui n'en est peut-être qu'à ses débuts, a déjà fait des centaines de morts parmi les civils et contraint 2 millions de personnes à fuir leur foyer.

La situation humanitaire de l'Ukraine est préoccupante et a été alertée par plusieurs organisations internationales.

Cependant, si l'on compare avec d'autres conflits qui existent dans le monde aujourd'hui, il y a plus de morts et de souffrances humaines causées dans d'autres guerres qui reçoivent moins d'attention et d'aide internationale (voir ci-dessous dans ce rapport sept conflits graves qui reçoivent relativement peu d'attention internationale).

C'est le cas du conflit au Yémen, qui dure depuis au moins 11 ans. Les chiffres sont choquants : plus de 233 000 morts et 2,3 millions d'enfants souffrant de malnutrition aiguë. La population manque d'eau potable et de soins médicaux.

L'Organisation des Nations unies (ONU) classe le Yémen comme la pire situation humanitaire au monde.

Également loin des projecteurs de la diplomatie internationale, une guerre a débuté en novembre 2020 en Éthiopie entre le gouvernement central et un parti politique de la région du Tigré.

Le conflit n'a aucun signe de fin pro-

chaine - et on estime que plus de 9 millions d'Éthiopiens ont besoin d'une forme d'aide humanitaire. Des rapports font état de crimes de guerre, tels que des meurtres de civils et des viols collectifs.

CERTAINS SONT PLUS ÉGAUX QUE D'AUTRES

Le déclenchement de la guerre en Ukraine a conduit les personnes impliquées dans d'autres conflits à se demander pourquoi il existe une telle différence dans le traitement international des événements.

"Sur notre continent, il a été surprenant de constater que tous les conflits armés ne sont pas traités avec le même manque de détermination que de nombreux combats en Afrique", écrit le journaliste algéro-canadien Maher Mezahi, en comparant les répercussions du conflit ukrainien avec d'autres en Éthiopie et au Cameroun.

"Oui, [dans les conflits africains] il y a des déclarations d'inquiétude et des envoyés internationaux en mission, mais pas de couverture 24 heures sur 24, pas de déclarations télévisées en direct des dirigeants mondiaux et pas d'offres d'aide enthousiastes."

"NOUS SOMMES TOUS ÉGAUX, MAIS CERTAINS SONT PLUS ÉGAUX QUE D'AUTRES".

Pour le président de l'ONG International Crisis Group, Comfort Ero, il est inquiétant de constater qu'il y a tant de souffrance humaine dans le monde aujourd'hui et que ce problème devrait être en tête de l'agenda international.

"Il est vrai que l'une des préoccupations dans le monde, et en particulier en Afrique, est la prise de conscience que la rapidité de l'Europe et de ses alliés, notamment les États-Unis, [à réagir à la guerre en Ukraine] suggère qu'un conflit en Europe est pris plus au sérieux", déclare Ero à BBC News Brazil.

L'organisation surveille les conflits dans le monde et a dressé plus tôt cette année une liste de dix conflits internationaux qui nécessitent l'attention de la communauté internationale. Parmi ces conflits figurent le Yémen, l'Éthiopie, Haïti et le Myanmar.

Mais même Crisis Group a placé l'Ukraine en tête de sa liste - comprenant qu'il y a des risques spécifiques en Ukraine qui font de ce conflit une menace pour la sécurité mondiale, même si le nombre de morts et de personnes en situation de détresse humanitaire est plus faible qu'ailleurs dans le monde.

"Pour Crisis Group, la guerre en Ukraine n'est pas plus importante parce qu'elle se déroule en Europe. Chaque mort, chaque victime, chaque personne déplacée pendant la guerre est une tragédie, peu importe où elle se déroule. Mais cela étant dit, je crois que la guerre d'Ukraine a le potentiel d'être le danger immédiat le plus sérieux pour la paix et la sécurité internationales, et est probablement la violation la plus grave de la souveraineté d'un autre pays depuis au moins l'Irak", déclare le président de l'ONG.

Voici sept conflits qui ne font pas toujours la une de l'actualité, mais qui ont causé des souffrances humaines à grande échelle.

SAHARA OCCIDENTAL, LA GUERRE QUI EMBARRASSE L'OCCIDENT

Comme pour la Palestine, le Sahara occidental gêne autant l'Europe que les Etats Unis. On fait semblant hypocritement, qu'elle n'existe pas, elle s'impose à tous par la hargne et l'énergie des Sahraouis à faire aboutir leur revenducation d'indépendance.

La guerre du Sahara occidental est un épisode du Conflit au Sahara occidental entre 1975 et 19913. C'est un conflit militaire opposant le Maroc et la Mauritanie au Front Polisario, sur le territoire du Sahara occidental. La guerre éclate à la suite du retrait de l'Espagne du Sahara espagnol, qu'elle avait convenu de céder au Maroc et à la Mauritanie lors des accords de Madrid.

Le Front Polisario, un mouvement indépendantiste sahraoui qui avait lutté contre l'occupation espagnole, se retourne contre le Maroc et la Mauritanie. En 1979, le Front Polisario contraint la Mauritanie à accepter un accord de paix. Le Maroc et le Polisario signent un accord de cessez-le-feu en 1991, préalable à un référendum d'autodétermination, qui n'a toujours pas eu lieu.

Les tergiversations occidentales ont fait que le Maroc piétine les résolutions de l'ONU, et même temps pousse les Sahraouis, en désespoir de cause, à reprendre les armés. En attendant une solution qui ne vient toujours pas. Le Maroc reste le dernier Etat colonisateur dans toute l'Afrique.

Éthiopie, loin des feux de l'actualité Une guerre de 16 mois en Éthiopie a laissé 900 000 personnes affamées, selon les estimations du gouvernement américain. Les rebelles qui combattent dans le pays affirment que plus de 9 millions d'Éthiopiens ont besoin d'une forme d'aide alimentaire

Le conflit qui a éclaté en novembre 2020 est l'un des plus brutaux du monde actuel, avec des rapports faisant état de meurtres de civils et de viols collectifs, selon Amnesty International.

Il s'agit d'un différend entre divers groupes ethniques qui tentent de vivre ensemble depuis près de 30 ans. Depuis 1994, l'Éthiopie dispose d'un système de gouvernement fédéral parfois appelé fédéralisme ethnique, dans lequel chacune des dix régions du pays est contrôlée par différents groupes ethniques.

L'une d'entre elles est la région Tigré, contrôlée par un parti politique appelé le Front de libération du peuple Tigré (FLPT) - qui est composé de personnes issues de ce groupe ethnique. Ce Front est à la tête d'une coalition de quatre partis qui dirige l'Éthiopie depuis 1991.

AU VENEZUELA, LA CRISE NE S'ARRÊTE JAMAIS

Souvent négligée, la situation au Venezuela reste l'une des situations humanitaires les plus difficiles au monde : le Venezuela traverse depuis des années une grave crise politique et économique.

En raison de l'inflation élevée, d'innombrables familles de ce pays d'Amérique du Sud se sont appauvries et ne peuvent plus subvenir à leurs besoins. Plusieurs millions de personnes ont quitté le pays et se sont réfugiés dans l'un des pays voisins. Au Venezuela, de nombreux enfants souffrent de malnutrition. Les coupures d'électricité se prolongent sans cesse. Les soins médicaux dans le pays se sont partiellement effondrés – il y a un manque de médicaments et d'équipement médical.

La crise humanitaire dramatique du Venezuela se poursuit en 2022 et est exacerbée par la pandémie de COVID-19. Selon les recherches actuelles, un total d'environ sept millions de personnes dépendent de l'aide humanitaire, dont 3,2 millions d'enfants.

AU MYANMAR (BIRMANIE), 14 MILLIONS DE PERSONNES ONT BESOIN D'UNE AIDE HUMANITAIRE

À quand remonte la dernière fois que vous avez entendu parler du Myanmar ? Peut-être en février 2021, lorsque les élections parlementaires ont été suivies d'un coup d'Etat militaire, qui a lui-même été suivi de manifestations. Depuis, la crise n'a fait que s'intensifier.

Avant ces évènements, l'ONU estimait qu'environ un million de personnes

au Myanmar avai aide humanitaire. estime ce chiffre à personnes, dont c fants

Les raisons sont dramatique de cris lade de la violence, de la pandémie de catastrophes natu dues au changeme pauvreté est plus é été depuis des ann population ne sai prendra son proche En 2021, la situati de réfugiés rohingy détériorée à cause du Covid-19.

AU YÉMEN, SE GUERRE ONT A FAIM

De plus en plus Yémen souffrent d souvent qu'un seul famine aiguë attein précédent dans un déficit de financem Les pénuries de car la crise humanitair Pour les enfants, le malade est partic s'ils ne reçoivent pa nutriments essent millions d'enfants ans souffrent déja aiguë au Yémen d'entre eux sont en

EN SYRIE, PAS VUE

La guerre en Syrie onze ans. De nomb pays sont en ruine nées par des mine restes explosifs de l'année dernière, p ont été tués ou chiffres officiels de Les prix des denrée augmenté à Idlib d'Alep en mars : d'huile de cuisson 45% en quatre sei l'agneau et du pou 45% Lan tricité de la région quie. Les prix du cessé d'augmenter tricité a déjà aug depuis janvier.

La hausse des prix coûts de productic duits de base, ains vices et les produ touchées par la pa 19 et par la détérie mie, les petites en de fermer en raiso vée, ce qui affaiblié économique, aggrexistant et augmen

LA SOMALIE A LA FAMINE

La Somalie connaît des pires sécher

ONFLITS INTERNATIONAUX « OUBLIÉS » PAR L'OCCIDENT

LA GUERRE EN UKRAINE INFORMATION?

ent besoin d'une Aujourd'hui, on a 14,4 millions de inq millions d'en-

une combinaison e politique, d'escades conséquences cOVID-19 et des urelles, en partie ent climatique. La levée qu'elle ne l'a ées, un quart de la t pas quand elle ain repas.

on dans les camps vas s'est à nouveau de la mousson et



de personnes au
e la faim et n'ont
repas par jour. La
t des niveaux sans
contexte de grave
ent

burant exacerbent

risque de tomber culièrement élevé as suffisamment de iels. Plus de deux de moins de cinq de malnutrition plus de 500 000 danger de mort.

DE PAIX EN

se poursuit depuis preuses régions du set sont contamis terrestres et des guerre. Rien que rès de 900 enfants blessés, selon les se Nations Unies.

et dans le nord le prix d'un litre n a augmenté de naines. Le prix de let a augmenté de ure partie de l'élecprovient de la Turcarburant n'ont et le prix de l'élecgmenté de 125%

a un impact sur les on locaux des prosi que sur les serits agricoles. Déjà ndémie de COVIDpration de l'éconotreprises risquent de l'inflation életencore la reprise rave le chômage te la pauvreté.

U BORD DE

actuellement l'une esses depuis des









décennies. Dans certaines régions, la saison des pluies n'a pas été bonne pour la troisième fois consécutive, les sols se sont asséchés et l'eau potable fait défaut. Selon les estimations actuelles, six millions de personnes en Somalie souffrent déjà d'une insécurité alimentaire extrême, soit environ 40% de la population et plus de deux fois plus de personnes qu'au début de l'année. La famille est imminente dans six régions et des fonds supplémentaires sont nécessaires de toute urgence pour l'éviter.

HAÏTI, INFORMATIONS MISES SOUS LE BOISSEAU

Haïti connaît une nouvelle spirale de violence depuis juillet 2021, date à laquelle Jovenel Moïse, alors président du pays, a été brutalement assassiné.

Moïse, 53 ans, a reçu 12 balles dans le front et le torse. Son œil gauche a été arraché et les os de son bras et de sa cheville ont été brisés. La première dame, Martine Moïse, a également été touchée mais a survécu.

La police haïtienne allègue qu'un groupe de mercenaires principalement étrangers - 26 Colombiens et

deux Américains d'origine haïtienne constituait le groupe qui a perpétré l'assassinat.

L'UKRAINE, ONDE DE CHOC « TRÈS OCCIDENTALE »

En deux semaines, l'onde de choc de l'invasion russe a fait bouger les lignes géopolitiques. L'Europe se réarme, Poutine plonge la Russie dans l'incertitude et de nouvelles fractures apparaissent en dehors du bloc occidental. Mardi 8 mars, deux citovens américains, dont un cadre de l'industrie pétrolière, étaient libérés des geôles vénézuéliennes. Très loin des combats sur les terres enneigées d'Europe orientale, cet événement a priori anodin témoigne de la portée mondiale du choc de l'invasion de l'Ukraine par l'armée russe, le 24 février. Ces libérations sont le signe d'une détente entre Washington et Caracas, où une délégation officielle américaine avait été reçue au palais présidentiel le week-end précédent, pour des entretiens qualifiés par Nicolas Maduro de « respectueux, cordiaux et très diplomatiques ». Pourquoi le Venezuela? Le régime de Maduro, que l'administration Trump a vainement tenté de renverser, est le principal allié de Moscou en Amérique latine. C'est aussi un gros producteur de pétrole, qui était raffiné aux Etats-Unis avant que le pays ne bascule dans l'anti-impérialisme chaviste et que son économie ne s'effondre. Avec la guerre en Ukraine et l'embargo sur le pétrole russe décrété le 8 mars par l'administration Biden, les barrières tombent. L'échiquier du marché du pétrole est à revoir, et le Venezuela l'un des pions à déplacer. En deux semaines, le retour de la guerre en Europe a fait bouger les lignes géopolitiques jusque dans le sous-continent américain. Rien n'est encore joué sur le terrain : même si la résistance ukrainienne a réussi à freiner la progression de l'armée russe, l'issue du conflit reste incertaine. Il est aussi trop tôt pour dire jusqu'où ira l'onde de choc. Mais son retentissement est déjà comparable à celui des attentats du 11-Septembre, voire de la chute du mur de Berlin, en 1989. Le chancelier allemand, Olaf Scholz, et le président français, Emmanuel Macron, ont chacun évoqué « la nouvelle ère » dans laquelle la Russie vient de précipiter l'Europe. Cette

nouvelle ère clôt les trois décennies de l'après-guerre froide, ouverte par la chute de l'Union soviétique, en 1991. De quoi sera-t-elle faite ? L'historienne Mary Elise Sarotte, experte de la guerre froide et de l'après-guerre froide, est pessimiste : dans un texte publié par le New York Times, elle entrevoit une « période d'immense hostilité avec Moscou », d'autant plus problématique que les codes de la guerre froide ont disparu.

Les conflits au XXe siècle se sont caractérisés par le souci des « deux grands » d'éviter tout affrontement direct ; des règles et des canaux de communication encadraient ce modus vivendi. « L'absence de scrupules du président Poutine, écrit Mary Elise Sarotte, remet tout cela en cause. » La plupart des traités de contrôle des armements sont tombés en désuétude, ou ont été abandonnés, tandis que de nouvelles armes sont apparues sans faire l'objet d'aucune régulation. Reprendre de longues négociations avec un régime à Moscou capable d'agresser un pays du jour au lendemain avec une telle violence paraît très difficile.

I.M./agences

SOMALIE

40 combattants d'Al-Shabaab tués dans le centre du pays

Cela s'est produit lors d'affrontements avec l'armée, selon une source militaire citée par l'agence de presse officielle somalienne « Sonna ».

u moins 40 combattants du mouvement rebelle « Al-Shabaab » ont été tués lors d'affrontements avec l'armée somalienne dans la région du Moyen-Shabelle, dans le centre de la Somalie. L'agence de presse somalienne « Sonna » a rapporté samedi, citant une source militaire qui s'exprimait sous le couvert de l'anonymat, que « 40 combattants d'Al-Shabaab ont été tués lors des derniers affrontements survenus dans la localité de Daru Na'im ».

L'OPÉRATION MILITAIRE A PERMIS ÉGALEMENT DE DÉTRUIRE LES TRANCHÉES DES REBELLES.

La même source a indiqué que « l'armée somalienne s'est déployée après avoir reçu des renseignements concernant la présence de groupuscules armés d'Al-Shabaab dans la localité de Daru Na'im, et a mené une opération de ratissage dans les zones environnantes ». « L'armée a pris pour



cible des combattants du mouvement Al-Shabaab, avec le concours des milices tribales, et bombardé massivement les tranchées dans lesquelles les rebelles ont trouvé refuge », indique l'agence de presse. Des images relayées sur les réseaux sociaux montraient les cadavres des rebelles éparpillés dans les environs de Daru

Na'im, tandis que l'armée se déployait dans la localité après avoir éliminé les combattants d'Al-Shabaab.

Les forces gouvernementales, avec le concours des milices tribales, poursuivent leurs opérations militaires contre les rebelles Shabaab, au cours desquelles elles ont tué des dizaines de combattants du

mouvement et repris le contrôle de plusieurs régions.

Le président somalien, Hassan Cheikh Mohamoud, avait promis le 23 août dernier, lors de sa première déclaration à la nation après la sanglante attaque d'un hôtel à Mogadiscio ayant fait au moins 21 morts et 117 blessés, « une guerre totale » pour éliminer les rebelles Shabaab. Depuis plusieurs années, la Somalie mène une guerre contre le mouvement rebelle « Al-Shabaab ». Créé au début de 2004, ce mouvement armé et affilié idéologiquement à Al-Qaïda, a revendiqué de nombreuses opérations terroristes qui ont fait des centaines de morts.

In Agence Anadolu

CÔTE D'IVOIRE

Bruno Le Maire annonce le lancement de grands projets, dont le métro d'Abidjan

Le ministre de l'Economie, des Finances et de la Souveraineté Industrielle et Numérique de la France a été reçu, lundi, par le président Alassane Ouattara Le Chef de l'Etat ivoirien Alassane Ouattara a échangé, lundi à Abidjan, avec le Ministre de l'Economie, des Finances et de la Souveraineté Industrielle et Numérique de la France, Bruno Le Maire. Le Maire a indiqué être en Côte d'Ivoire dans le cadre de la réalisation des grands projets d'infrastructures lancés à Abidjan, notamment le Métro et le chantier d'extension de l'Aéroport international Félix Houphouet Boigny, de Port-Bouet (sud d'Abidjan). « Le Métro, c'est l'un des plus grands projets d'infrastructures du continent. C'est un projet ambitieux, c'est

un projet social qui va profiter à des millions d'habitants d'Abidjan au quotidien, qui va améliorer la vie quotidienne de chacune et de chacun. Et c'est un projet qui marque le lien fraternel qui lie la Côte d'Ivoire et la France. Je sais que toutes les autorités ivoiriennes se sont beaucoup investies sur ce projet. Ils y ont mis leur

AFRIQUE DE L'OUEST

Réunion des ministres de la Défense de la CEDEAO

La rencontre de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (Cédéao) a lieu du 18 au 19 décembre en Guinée Bissau. Il est « urgent » de rendre opérationnelle la Force en attente de la Cédéao (FAC) car elle « peut être utilisée pour lutter contre le terrorisme et le rétablissement de l'ordre constitutionnel dans la région lorsqu'il est menacé », a souligné dimanche, le Général Biague Nan tam, chef d'état-major de la République de Guinée-Bissau et président du Comité des chefs d'état-major de la Cédéao. Le Général Biague Nan tam a fait cette déclaration à Bissau lors de la session extraordinaire du Comité des chefs des opérations des états-majors des armées ouest-africaines, a indiqué dans un communiqué, dimanche, la Cédéao précisant que cette session extraordinaire se tient en prélude d'une réunion des ministres de la Défense de la Cédéao prévue le 19 décembre à Bissau. Dans son allocution de bienvenue, l'Ambassadeur Abdel- Fatau Musah,

Commissaire aux affaires politiques, à la paix et à la sécurité de la Commission de la Cédéao, représenté par le Pawoumothom Cyriaque Agnekethom, directeur du maintien de la paix et de la sécurité régionale, a souligné que la situation dans la région a atteint un stade inquiétant, où « il est nécessaire d'activer la Force en attente de la Cédéao pour lutter contre le terrorisme ». La réunion des ministres de la Défense de la Cédéao qui aura lieu le lundi 19 décembre, devrait « proposer des options et des modalités pour le déploiement efficace de la Force en attente de la Cédéao dans la lutte contre le terrorisme et pour la restauration de l'ordre constitutionnel » dans les pays de l'Afrique de l'Ouest où des juntes militaires dirigent des transitions. Le rapport de la réunion sera soumis à l'examen des chefs de la Défense et aux chefs d'Etat et de Gouvernement de la

Pour rappel, c'est lors du 62° sommet des chefs d'État et de gouvernement de

l'organisation ouest-africaine tenu le 4 décembre dernier à Abuja au Nigeria, que les dirigeants d'Afrique de l'Ouest ont annoncé le vœu de créer une force régionale prête à intervenir non seulement contre le terrorisme mais aussi en cas de coup d'Etat. Les attaques terroristes se multiplient au Sahel, en particulier au Mali et en ce moment où la menace s'étend, le Sahel a besoin d'urgence d'un sursaut collectif. Le G5 Sahel, créé en 2014 pour coordonner l'action des autorités de la Mauritanie, du Mali, du Burkina Faso, du Niger et du Tchad, n'a cessé d'être affaibli ces derniers mois. Le retrait du Mali de certains contingents dont celle de la France, annoncé en mai dernier, a porté à cette organisation un coup presque fatal alors même que la coordination régionale reste le fondement indispensable d'une lutte efficace contre le terrorisme et pour le développement du Sahel. I.M.

compétence, leur énergie, leur détermination. C'est la même chose du côté français et j'y vois la réalisation de grande ampleur que nous voulons porter en matière d'infrastructures, en matière d'amélioration de la vie quotidienne des habitants d'Abidian », a déclaré le ministre français, au terme des échanges avec le président Alassane Ouattara. Concernant le projet d'extension de l'aéroport Felix Houphouet Boigny d'Abidjan, Bruno Le Maire y voit un symbole, non pas seulement du lien fraternel entre la France et la Côte d'Ivoire, mais également le symbole du succès de la politique du Président Alassane Ouattara.

Le ministre français de l'Economie s'est réjoui, en outre, du fait que la Côte d'Ivoire a renoué, depuis une dizaine d'années, avec la croissance, la création d'emplois, d'infrastructures nouvelles, la mise en œuvre d'un vrai dynamisme des entreprises, notamment des PME. Toutes choses qui, selon lui « montrent à quel point, la Côte d'Ivoire est dans la bonne direction ». « Les relations entre nos deux pays sont tout simplement excellentes, ie dirai fraternelles. C'est important pour nos deux pays qui marquent le début de la réalisation d'une infrastructure majeure pour la Côte d'Ivoire et majeure pour des millions d'habitantes et habitants », a-t-il conclu. Le déplacement du ministre Bruno Le Maire, intervient juste après celui de la ministre des Affaires étrangères, Catherine Colonna le weekend dernier, et aussi après la visite de l'ancienne Première ministre Édith Cresson le 9 décembre 2022.

Agence Anadolu

CHAN ALGÉRIE-2022

La CAF lève le voile sur l'affiche officielle de la 7^e édition

La Confédération africaine de football (CAF) et le Comité d'organisation local (COL), ont levé le voile avant-hier sur l'affiche officielle du Championnat d'Afrique des Nations CHAN-2022 (reporté à 2023), prévu en Algérie du 13 janvier au 4 février prochains, a annoncé l'instance continentale dans un communiqué publié sur son site officiel.



« La mythique porte d'entrée de la mosquée de Sidi Boumediène - lieu symbolique, pur joyau architectural - a été choisie pour représenter le tournoi. Situé à Tlemcen, une ville riche d'un patrimoine unique, dans le quartier d'El Eubbad, ce lieu prend une place à part dans l'histoire algérienne », a indiqué la CAF.

Cette 7^e édition regroupe pour la première fois 18 nations. L'Ouganda a fini par déclarer forfait. Les équipes qualifiées à ce tournoi ont été scindées en trois groupes de quatre et deux groupes de trois. Les deux premiers des groupes

A, B, et C, ainsi que les premiers des groupes D et E, valideront leur ticket pour les quarts de finale.

Fidèle aux valeurs d'héritage, l'affiche reprend le visuel de cet accès sur une toile orangée, couleur rappelant la chaleur du Sahara qui berce le sud du pays mais aussi le parfum des agrumes, l'Algérie étant un des grands producteurs d'oranges dans le monde, souligne la CAF.

Et d'enchaîner : « Placé telle une serrure, un ballon de football sur la droite de la porte, qui nous mène au centre de l'image où se trouve l'Afrique que le pays des Fennecs s'apprête à accueillir autour du plus beau des sports : le foot-

Et comme tout chef-d'œuvre doit avoir un titre, « l'affiche officielle du Championnat d'Afrique des Nations est intitulée : Marhaba_ ('bienvenue') Algérie accueille l'Afrique. Que la fête soit belle! Que la fête commence! », conclut la CAF. Pour rappel, l'Algérie évoluera dans le groupe A, domicilié à Baraki, en compagnie de la Libye, de l'Ethiopie et du Mozambique. Les Algériens entameront le tournoi le vendredi 13 janvier face à la Libye (17h00).

CYCLISME/CHAMPIONNATS ARABES 2022 (CONTRE-LA-MONTRE INDIVIDUEL/U23)

L'Algérienne Houili en or

La cycliste algérienne Nesrine Houili a remporté la médaille d'or au contre-lamontre individuel de la catégorie des moins de 23 ans (U23), hier lors de la troisième journée des Championnats arabes jumelés (sur route, VTT et Para-cyclisme) qui se déroulent du 18 au 26 décembre aux Emirats arabes unis.

L'Algérienne au palmarès éloquent a franchi la ligne d'arrivée de la course longue de 20 Km dans la première position, en réalisant un temps de 29m27sec, devant l'Emiratie Safia Al Sayer (29m58sec) et la Syrienne Mirane Al Fares (32m59sec).

Un peu plus tôt, Sihem Bousebaâ a décroché la médaille d'argent du contre-lamontre individuel de la catégorie des juniors, derrière la Syrienne Sandi Dergham, médaillée d'or et devant la cycliste émiratie Houda Houssein, médaillée de

De son côté, le cycliste Zine-Eddine Merabet a pris la médaillé d'argent au contrela-montre individuel dans la catégorie para-cyclisme (C4 et C5). La médaille d'or est revenue à l'Emirati Ahmed El Badaoui. Lors des deux premières journées du rendez-vous arabe, la sélection algérienne de cyclisme avait remporté cinq médailles (1 or, 3 argent et 1 bronze).

La médaille d'or a été décrochée en contre-la-montre par équipes (juniors garçons), grâce au quatuor, Nasr-Allah Semiani, Oussama Khellaf, Djaouad Nehari et Bachir Chennafi. Les trois médailles d'argent ont été l'œuvre de la sélection élite messieurs et les cadets garçons au contre-la-montre par équipes ainsi que le trio Malak Mechab, Siham Bousebaâ et Hanine Belatrous au contre-la-montre par équipes dames.

De son côté, le cycliste Zine-Eddine Merabet avait décroché la médaille de bronze de la course en ligne (para-cyclisme).

Cette édition 2022 des Championnats arabes de cyclisme englobe les épreuves de cyclisme sur route, de VTT et de paracyclisme, une compétition qualificative aux prochains Jeux olympiques 2024 de Paris (France).

FOOTBALL

KARIM BENZEMA FIN A SA CARRIÈRE **INTERNATIONALE AVEC LA FRANCE**

L'attaquant français Karim Benzema a annoncé, avant-hier, dans une publication sur ses réseaux sociaux. la fin de sa carrière internationale avec l'équipe de France.

« J'ai écrit mon histoire et la nôtre prend fin » a-t-il déclaré au lendemain de la défaite des Bleus en finale de la Coupe du monde. Quelques semaines à peine après avoir reçu son Ballon d'Or des mains de son mentor, Zinedine Zidane, le numéro 9 du Real Madrid met ainsi fin à son parcours sous le maillot tricolore.

« J'ai fait les efforts et les erreurs qu'il fallait pour être là où je suis aujourd'hui et j'en suis fier » a-t-il commenté pour expliquer sa déci-

Véritable légende du football français, Karim Benzema, qui a longtemps été écarté par le coach Didier Deschamps pour des raisons purement extra-sportives, avait fait son grand retour en sélection en mai 2021, pour le plus grand bonheur des amateurs de football. Sa décision d'en finir avec l'équipe de France intervient alors que de nombreux questionnements sont apparus autour de la blessure qui l'a conduit à renoncer à la Coupe du Monde 2022, rapidement après son arrivée au Qatar.

La presse sportive française évoque la possibilité que son forfait et son retour en France aient été décidés bien trop à la hâte par le staff français, et assure qu'il s'est rapidement remis de cette blessure sans pour autant être rappelé.

R.S.

COUPE D'ALGÉRIE (32ES DE FINALE/ MISE À JOUR)

HBCL-ESS À L'AFFICHE

Le match entre pensionnaires de la Ligue 1 : HB Chelghoum Laïd - ES Sétif, constituera l'affiche de la mise à jour des 32es de finale de la Coupe d'Algérie de football, prévue mardi à 14h00. Lanterne rouge depuis pratiquement le début de la saison en championnat avec un seul point, le HBCL aura à cœur de relever la tête et réhabiliter son image par le biais de la Coupe, épreuve populaire, même si sa mission sera difficile. Pour sa part, l'Entente, qui reste sur une défaite face au MC Alger (1-0), en championnat, bénéficiera de la faveur des pronostics. Toutefois, le moindre pronostic serait difficile à émettre dans pareil rendez-vous. De leur côté, le Paradou AC et l'USM Khenchela (Ligue1) recevront respectivement des équipes de la division inter-régions. WA Mostaganem et IS Tighenif. Il s'agit de deux matchs pièges pour le PAC et l'USMK, appelés à faire respecter la logique, d'autant que les formations du WAM et de l'IST auront à cœur de créer la surprise. Le dernier match au programme de la mise à jour, entre l'US Tébessa et la IS Diijel, deux clubs d'inter-régions, s'annonce très équilibré et indécis. Pour rappel, la commission de la Coupe d'Algérie a reporté trois matchs à une date ultérieure. Il s'agit de IRB Maghnia - USM Alger, CR Belouizdad - MC El Eulma, et NC Magra - MC Alger.

APS

CULTURE

ONCI

LANCEMENT DES CARAVANES ARTISTIQUES VERS QUATRE WILAYAS DU SUD

L'Office national pour la culture et l'information (ONCI) annonce le lancement prochain de caravanes culturelles, avec de nombreux spectacles pour enfants et une animation musicale, en direction de quatre nouvelles wilayas du sud du pays, ont indiqué les organisa-

Ces caravanes seront lancées le 24 décembre en direction de Touggourt, Ouled Djellal, El Meghaïer et El Ménéa et prévoient un programme culturel quotidien jusqu'au 29 du même mois, mobilisant de nombreuse troupes et coopératives culturelles, notamment celles spécialisées dans le théâtre pour enfants. Théâtre pédagogique, spectacle de contes populaires, et divertissement pour enfants seront au programme de ces caravanes, en plus de nombreux galas d'artistes locaux.

R. C.

LA MINISTRE DE LA CULTURE REÇOIT LE DIRECTEUR DU MUSÉE ITALIEN CAPODIMONTE

SIGNATURE D'UN ACCORD-**CADRE ENTRE** L'ALGÉRIE ET L'ITALIE

La ministre de la Culture et des Arts, Mme Soraya Mouloudji, a reçu lundi, au siège du ministère, le directeur du musée national "Capodimonte" de la ville de Naples (Italie), Sylvain Bellenger, en prévision de la signature d'un accordcadre de coopération entre la Direction de la conservation et de la restauration du patrimoine culturel au ministère de la Culture et des Arts et le musée italien, indique un communiqué du ministère. Les musées publics nationaux bénéficieront de cet accord-cadre qui s'inscrit dans le cadre du programme exécutif de l'accord de coopération culturel entre les gouvernements algérien et italien pour les années 2022-2025 avant sanctionné les visites échangées par les responsables des deux pays, la dernière en date étant celle du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, en Italie, conclut le communiqué.

TIZI-OUZOU

Le spectacle théâtral «Prélude pour un sourire» impressionne le public

Le spectacle théâtral "Prélude pour un sourire" avec des fragments du texte "Le petit prince" d'Antoine de Saint-Exupery, produit par l'ensemble "Nuage fou" venu d'Allemagne, présenté avanthier après-midi au Théâtre régional Kateb-Yacine de Tizi-Ouzou, a impressionné le public.



Jassistance a découvert, à l'occasion de cette représentation théâtrale produite par des comédiens allemands, français et japonais, dans le cadre de la première édition des Nuits internationales du théâtre du Sahara, un nouveau genre auquel les amateurs du quatrième art ne sont pas habitués, selon les propos recueillis sur place par l'APS. De l'art abstrait, sans parole, mêlant danse et mimique et une musique tantôt douce tantôt saccadée avec un décor très réduit, limité à deux amas de pierres entassées, leur a permis de vivre une expérience théâtrale nouvelle, ont exprimé certains en marge du spectacle. Le rideau s'est ouvert sur une scène faiblement éclairée avec au centre comme

seul décor deux amas de pierres qui représentent le centre de l'univers. Deux personnages habillés en kimono japonais, le visage poudré de blanc sont à genoux ou assis. Ils commencent à se mouvoir doucement dans la pénombre, entamant une danse avec des mouvements parfois lents, parfois compulsifs. La musique se met peu à peu en place. D'abord, quelques notes faibles s'échappent d'un Tuba et deviennent de plus en plus fortes, puis, surgit le son d'un violon avec des notes douces. La musique habille la scène et dicte la danse des comédiens, Lucie Betz (France) et Makiko Tominaga (Japon), qui modulent leur mouvement en fonction du rythme, tantôt doux, tantôt saccadé.

"La musique saccadée représente le chaos de l'univers", a expliqué à l'APS, la comédienne Lucie Betz, qui a ajouté qu' "à la fin une harmonie est retrouvée".

Une fillette, Kim Betz (fille de Lucie) en monocycle, fait des tours sur scène. C'est d'ailleurs la seule voix du spectacle. "Je suis la rose du petit prince", s'exclama-telle à son introduction sur les planches, une rose à la main. Le petit prince est quant à lui représenté par un comédien, Peter Hoever, portant un renard sur son épaule. A la fin de la présentation, Lucie Betz, danseuse de "Butô" (une danse des ténèbres avec des mouvements compulsifs du corps née au Japon) a déclaré que l'ensemble Nuage Fou est "très honoré de présenter

son spectacle en Algérie".

A propos de la performance, elle a expliqué qu'il s'agit d'interpréter sur planches l'Histoire du petit prince dans un dialogue avec le désert.

"C'est un travail sur le dialogue entre des musiciens, jouant de la musique classique et improvisée, et les danseuses de Buto (Lucie Betz et Makoko Tominaga) pour dire que nous pouvons vivre sur terre en harmonie avec toutes les différences", a-t-elle ajouté.

Le spectacle, poursuit Lucie Betz, est une "sorte de collage qui se rassemble sur scène". "Dans cette performance, nous avons interprété une histoire de chaos, celle de l'univers, qui finit par retrouver une harmonie et le

COLLOQUE "CALLIGRAPHIE ET MANUSCRITS ISLAMIQUES"

Appel à davantage d'efforts pour la conservation du patrimoine manuscrit en Algérie

Les participants au colloque "Calligraphie et manuscrits islamiques" ont appelé lundi de Laghouat, au terme de leurs travaux, à davantage d'efforts pour la collecte et la conservation du patrimoine manuscrit en Algérie, a-t-on appris des organisateurs. Les intervenants, chercheurs, calligraphes et universitaires d'institutions nationales et étrangères, ont suggéré, au terme de cette rencontre de trois jours, la création d'une ligue nationale chargée de la collecte des manuscrits en Algérie, la conservation et la promotion de ce patrimoine, ainsi que l'organisation de sessions de formation internationales sur la vérification des manuscrits et leurs sciences.

Les participants au colloque ont également préconisé l'encouragement des étudiants à l'élaboration des thèses de recherches académiques sur le manuscrit, proposé la mise au point des règlements unifiés pour la protection des manuscrits, l'exploitation des nouvelles technologies dans le développement du catalogage et la numérisation des manuscrits et recommandé la tenue de rencontres internationales avec les pays arabes islamiques. Le colloque a permis aux participants d'aborder une série de thèmes afférents à la calligraphie dans les mondes arabe et islamique, son développement en tant que dépositaire du legs matériel, l'expérience du centre nigérian pour les recherches et les études arabes en relation avec le manuscrit arabe. Dans sa lecture artistique de la calligraphie, le conférencier Belkacem Tekhi, de l'université Ammar Thelidji de Laghouat, a passé en revue des

modèles de cursivité utilisés dans les édifices et les signes architecturaux islamiques, expliquant que ces éléments constituent un patrimoine matériel ayant largement contribué à la préservation de la diversité cursive. Au cours de cette rencontre, une convention de coopération et de partenariat a été conclue avec le Centre national nigérian de recherches et d'études arabes ayant pour objectif de jeter des passerelles d'échanges scientifiques entre les chercheurs algériens et leurs homologues du Nigéria, a indiqué le directeur du Centre de recherches en sciences et civilisation islamiques de Laghouat et président de la rencontre, Dr. Ahmed Benseghir. Mettant à profit le colloque, les participants ont honoré à titre posthume la famille du défunt plasticien et

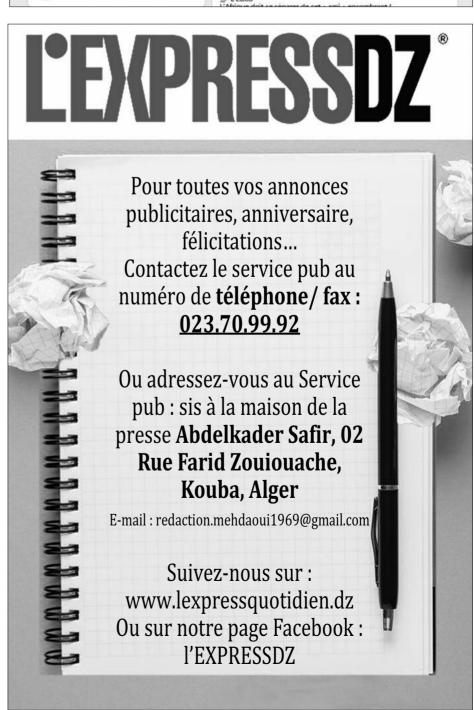
calligraphe Tayeb Laïdi, originaire d'Aflou (Laghouat), décédé en octobre dernier, en reconnaissance aux travaux légués nécessitant, ont-ils préconisé, la collecte de ses œuvres dans une exposition à la hauteur de la place artistique et scientifique du défunt. Organisée par le Centre de recherches en sciences et civilisation islamiques de Laghouat, le colloque qui a regroupé un aréopage d'universitaires et chercheurs nationaux et étrangers a donné lieu également à l'organisation, à la maison de la culture Tekhi Abdallah Benkeriou, des expositions et ateliers avec la participation de la bibliothèque nationale d'Alger, le musée public national de la calligraphie islamique (Tlemcen) et des associations des wilayas de Laghouat et de

Publicité









Défense : Macron veut confier aux armées les meilleurs équipements en nombre suffisant

Les travaux préparatoires de la loi de programmation militaire pourraient prochainement connaître une accélération.
Emmanuel Macron a confirmé vouloir un projet au Conseil des ministres en début d'année prochaine.

es travaux préparatoires de la Loi de programmation militaire (LPM) pourraient peut-être enfin s'accélérer cette semaine. Un conseil de défense serait programmé le 22 décembre. Si tel est le cas, serat-il décisif pour fixer la trajectoire financière de la future LPM 2024-2030, une donnée cruciale qui est attendue par toutes les armées et les industriels de la défense? En visite lundi sur le porte-avions Charles de Gaulle voguant quelque part sur la mer Rouge, Emmanuel Macron a promis qu'un projet «pourra être soumis au Conseil des ministres au début de l'année prochaine ». Il doit également s'exprimer sur ce sujet à Montde-Marsan lors de son traditionnel déplacement dans les armées en début d'année. Il ne devrait donc pas venir les mains vides... «Il est logique que la Nation vous donne les moyens d'exécuter vos missions, a expliqué le président à bord du porte-avions Charles de Gaulle. C'est pourquoi notre pays se dote de matériels de pointe pour répondre aux enjeux, pour faire face aux risques, pour servir nos ambitions, pour nous protéger. Et le contexte international nous incite aussi - nous le savons tous ici - à nous remettre en question sans hésitation pour nous assurer que nos choix sont toujours pertinents, en vous confiant les meilleurs équipements et en disposant de ces derniers en nombre suffisant, en continuant d'innover, de nous



améliorer. C'est un objectif de nos travaux de programmation».

QUELLE TRAJECTOIRE FINANCIÈRE POUR LA LPM ?

Il n'est que temps que l'Élysée

décide enfin de la trajectoire financière de la future LPM. Car toutes les armées, qui s'entredéchirent pour garder intactes ou presque leurs ambitions capacitaires dans le cadre du modèle Armées 2030, sont sur les nerfs. Résultat, les trois

armées brassent toutes les hypothèses d'économies possibles, y compris un éventuel report du futur porte-avions de nouvelle génération.

Pourquoi ? Parce que la seule trajectoire qui permette d'atteindre le modèle Armées 2030 et en même temps de tenir compte des nouveaux besoins identifiés depuis le conflit russo-ukrainien, s'élève à 430 milliards d'euros (soit plus de 60 milliards par an pendant sept ans contre 43,9 milliards d'euros en 2023).

Inatteignable semble-t-il pour les finances publiques françaises comme le soulignait la Cour des comptes.

Et en même temps, la trajectoire financière de la future LPM sera en hausse par rapport à l'actuelle LPM (295 milliards d'euros entre 2019 et 2025).

Toutes les trajectoires, y compris celle avancée par Bercy (377 milliards d'euros), sont supérieures à la LPM 2019-2025. Ce qui n'est pas rien dans un contexte budgétaire déprimant.

Emmanuel Macron a conscience qu'il est temps de traduire les conclusions de la Revue nationale stratégique «en termes capacitaires et budgétaires ». Le président s'est avancé en assurant qu'il voulait confier aux armées les meilleurs équipements en nombre suffisant. Réponse jeudi?

La Tribune

ASSAUT DU CAPITOLE : LES CONCLUSIONS ACCABLANTES POUR DONALD TRUMP DE LA COMMISSION D'ENQUÊTE PARLEMENTAIRE

Lors de son ultime audition publique, lundi, l'instance a retenu quatre motifs possibles pour une inculpation de l'ancien président. Mais la décision revient désormais au ministère de la justice, qui avait désigné un procureur spécial en novembre. La commission d'enquête parlementaire sur l'assaut du 6 janvier 2021 contre le Capitole lors de sa dernière réunion, dans le Cannon House Office Building, à Washington, le 19 décembre 2022. JIM LO SCALZO / AFP Donald Trump doit être poursuivi comme un criminel, en raison d'actes d'une gravité exceptionnelle. Telle est la conclusion - à la fois symbolique et historique - à laquelle est parvenue la commission d'enquête parlementaire sur l'assaut du 6 janvier 2021 contre le Capitole. Lors de son ultime audition

publique, lundi 19 décembre, la commission a retenu quatre motifs possibles pour une inculpation: obstruction d'une procédure officielle (la certification des résultats au Congrès après la victoire de Joe Biden), conspiration contre les Etats-Unis, conspiration en vue de produire de fausses déclarations (les listes alternatives de grands électeurs) et, enfin, incitation ou aide à une insurrection.

Les neuf élus de la Chambre des représentants estiment qu'ils disposent de suffisamment de preuves, au terme de leur travail monumental de dix-huit mois, pour adresser ces recommandations au ministère de la justice. Ce dernier n'est nullement obligé de les adopter. C'est ici qu'intervient la nuance entre un travail

parlementaire, aussi rigoureux et ample soit-il, et la construction d'un dossier d'accusation devant tenir la route face à un grand jury qui décidera d'éventuelles poursuites. Pour la commission, les responsabilités de Donald Trump sont indiscutables, comme le détaille une synthèse de 160 pages publiée lundi, avant l'intégralité du rapport mercredi 21 décembre. Ce texte captivant repose avant tout sur le témoignage de conseillers proches. Il parvient à assembler toutes les pièces de la sombre entreprise qui visait à empêcher la transition pacifique du pouvoir. Un coup d'Etat a été tenté et a échoué. Aux manettes se trouvait Donald Trump, intoxiqué par ses propres mensonges, prêt à tout brûler plutôt que de tout Le Monde

Moscou accuse l'Otan d'avoir fait de l'Ukraine «un polygone d'essai» pour tester ses armes

Le ministère russe des Affaires étrangères a accusé Washington et l'Alliance atlantique de se servir du territoire ukrainien pour tester leurs armes et munitions.

Les Etats-Unis et leurs alliés au sein de l'Otan ont fait de l'Ukraine "un polygone d'essai" pour tester leurs armes, a déclaré ce lundi 19 décembre la porteparole de la diplomatie russe. "Selon les informations disponibles, lors de l'attaque lancée hier sur Donetsk, les forces armées ukrainiennes ont utilisé, entre autres, des obusiers suédois Archer, qui sont en train de passer des tests. C'est une autre preuve du fait que les États-Unis et leurs alliés de l'Otan ont fait de l'Ukraine un véritable polygone d'essai

pour tester leurs armes dans des

conditions de combat", lit-on dans un communiqué ministériel. Le ministère fait ainsi référence au pilonnage des quartiers résidentiels de Donetsk le 18 décembre, lorsque des obus ont touché un hôpital, y faisant plusieurs blessés, dont un est ensuite décidé. Maria Zakharova rappelle que le même jour, l'armée ukrainienne a réalisé des frappes contre la région russe de Belgorod. "Il est absolument clair que les formations armées ukrainiennes ciblent délibérément la population civile", insiste-t-elle.

Sputnik

L'AVIATION TURQUE INTERVIENT APRÈS QUE DES CHASSEURS GRECS ONT VOULU EMPÊCHER UN VOL DANS LE CADRE DE L'OTAN

Des avions de l'armée de l'air turque sont intervenus, lundi, quand des chasseurs grecs ont voulu empêcher des vols réalisés pour le compte de l'OTAN. L'information a été partagée, mardi, par le ministère tur

L'information a été partagée, mardi, par le ministère turc de la Défense.

Ainsi, selon ces informations, dans le cadre de la mission "NATO NEXUS ACE Ege", les avions turcs, 14 F-16, un HIK, un KC-135 et un avion de secours CASA, accompagnés d'un avion de l'OTAN E3-A AWACS, se sont envolés Cette mission était planifiée et tous les alliés ont été

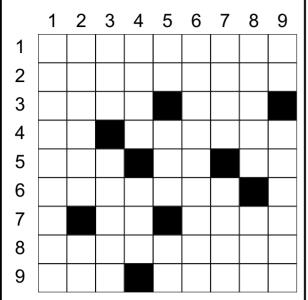
informés 24h avant les vols, a expliqué le ministère turc. "Les avions grecs ont une nouvelle fois voulu empêcher les vols de l'OTAN, nos forces aériennes sont alors intervenus", a indiqué la Défense turque. Et de préciser: "5 chasseurs F-16 grecs ont verrouillé nos avions sur leurs radars. Alors que nos avions impliqués dans la mission de l'OTAN ont poursuivi leur tâche, nos F-

avions sur leurs radars. Alors que nos avions impliqués dans la mission de l'OTAN ont poursuivi leur tâche, nos F-16 des bases de Dalaman et d'Akhisar se sont envolés pour intervenir de manière adéquate contre les chasseurs grecs."

Anadolu Agency

DETENTE

MOTS CROISES



Horizontalement

- 1- Un groupe de tentes.
- 2- Etre voisin.
- 3- Elle ronge la laine Septième lettre de l'alphabet grec. 4- En ville Couteaux que l'on trouve sur la plage
- 5- Grande étendue d'eau salée Nouvelle lune.
- 6- Objet du dessin.
- 7- Sans habits Boîte à bulletins de vote.
- 8- Ralentissement de l'activité économique.
- 9- Fait mourir Détermination du poids.

Verticalement

- 1- Fromage français de Normandie.
- 2- Donner de l'éclat Participe passé d'avoir.
- 3- Terme de phrase Passe à l'eau claire.
- 4- Oiseaux à plumage noir et blanc Pronom interroga-
- tif. 5- Préposition devant les lettres Organisation des Nations unies Secteur postal.
- 6- Douce et hypocrite.
- 7- Greffe au jardin Répartitions du courrier.
- 8- Le vide absolu Son arche est connue.
- 9- Symbole du tour Elle appelle les pompiers au feu.

4FOISQUATRE

Retrouvez sans vous aider du dictionnaire, la bonne orthographe des mots suivants par quatre propositions que nous vous soumettons en barrant les trois mots qui sont faux.

Gouttière
Goutière
Gouttiére
Guouttière

Laugarithmique Logaritmique Logarithmic Logarithmique

Taupinambour Topinambour Topynambour Topinonbour Vélo-moteur Velomoteur Vélomoteur Velo-moteur

SOLUTIONS DES JEUX PRECEDENTS

MOTS CROISES

HORIZONTALEMENT

1-ACCELERER. 2- CROCODILE. 3- CA - ODERES. 4- EMET - NEVE.
5- NOM - AT - ER. 6- TIPULES. 7- USINE - EGO. 8- EIRE - MURI. 9- REE - PILER.
VERTICALEMENT

1- ACCENTUER. 2- CRAMOISE. 3- CO - EMPIRE. 4- ECOT - UNE. 5- LOB - ALE. 6- EDENTE - MI. 7- RIRE - SEUL. 8- ELEVE - GRE. 9- RESERVOIR.

MOTS FLECHES

HORIZONTALEMENT

DIMINUEES - TENAILLE - ERRE - RIEN - AIMEES - AIDER - EUE - LINGE - SN - ILOT - LAIC - EN - CARTE - QUARANTE - SLIP - SET - DEESSE - SR.

VERTICALEMENT

MITRAILLEUSE - MERIDIONALE - FINEMENT - RIS - NA - ERG - CAPS - NUIRE - ELAN - ELISE - ARTS - FELE - USITEES - SENTENCE - TRT.

4 FOIS QUATRE

Curatif - Dédommagement - Gamelle - Télépathie

BIFFE-TOUT MERCREDI

MOTSFLÉCHÉSNEUFSURDOUZE

DISTRAIRE RESTÉES	¥	SIDNA AÏSSA GRAPHISTE	Y	CONFÉREN- CIERS A	Y	CÉLÉBRÉE PARMI	Y	A ELLE
				REMPLACER				
-		*		*		*		*
PEU RÉSISTANTE FUSÉES	-							
EN TENUE D'ADAM SERVICE IMPECCABLE			LIEU DE	LONGUE PÉRIODE TROUVE LA SOLUTION	→			LE SOLEIL S'Y LÈVE
			DÉFILÉ CRI SOURD				AVERSES	*
LIQUIDE DÉSINFEC- TANT ACCUMULANT	>		*			SQUELETTE ANISETTE	→ ¥	
					NOTE	,		
PRÉNOM DE ROSSI LENTILLES	>				NOTE DIRECTE COURS AU CAIRE	>		MANCHE AU TENNIS
-			LIÉES INITIALES DE DELON	>	*			*
NATIONALI- SÉE PRÉNOM D'ASTAIRE	>		\					
→				CHARGE	→			



Les lettres non utilisées serviront à former le mot dont la définition est ci-dessous

En 8 lettres : Pull-over

ן ט	E	E	G	Α	S	Ι	V	С	L	S	P	Α	S	S	Α	G	E
N	G	M	U	R	0	С	E	D	I	E	С	L	I	I	T	T	T
M	A	M	E	С	E	R	0	E	s	J	A	0	A	E	E	Н	I
ט	V	V	0	G	В	В	U	F	U	0	В	N	L	N	J	G	V
R	I	U	I	M	0	V	E	P	F	U	I	G	D	E	A	E	E
Н	R	L	I	D	E	T	0	С	D	R	N	U	V	R	R	С	G
s	E	T	E	U	G	N	0	L	I	0	E	E	E	В	T	A	N
T	R	T	G	P	I	s	T	0	L	E	T	U	E	M	E	В	0
R	I	N	E	V	A	T	V	P	D	A	G	R	E	E	R	L	L
R	0	M	A	N	С	E	N	0	M	R	E	s	A	M	M	E	A
L	T	N	E	I	D	T	N	E	M	R	U	0	T	С	E	T	G
F	I	I	N	s	T	R	N	M	M	R	T	U	N	N	E	L	E
F	R	T	U	I	U	T	E	E	A	E	E	0	N	С	A	E	N
L	R	0	A	С	0	R	T	G	D	s	L	I	N	С	A	V	G
E	E	R	N	N	R	I	E	I	I	P	В	A	0	A	A	s	I
ט	T	I	A	T	D	I	T	R	R	M	L	N	N	L	I	M	E
v	E	С	U	0	P	E	С	A	A	E	U	Q	s	I	D	P	P
E	G	A	T	U	N	I	M	L	P	T	T	P	R	0	F	I	L

AVENIR
CABINET
CABLE
CAMP
CANAL
CANOT
CINTRE
CIRCUIT
COFFRE
COURS
CRISE
DECORUM
DEGRE
DEVOIR
DISQUE

DIVAN	LAMBIN
DUBOIS	LONGEVIT
ELANCE	LONGUET
ETENDRE	LONGUEU
ETENDUE	LONGUE-V
FINALEMENT	MEGOT
FLEUVE	MEMBRE
FRONT	MESURAG
FUSIL	MESURER
GERME	MINUTAGE
GILET	MOMENT
GLACON	MUR
HIVER	ONGLE
ICEBERG	PASSAGE
JUPON	PATIO

PEIGNE
PIANO
PISTOLET
POEME
POUCE
PROFIL
RIVAGE
ROMAN
SEJOUR
SERMON
SIEGE
SVELTE
TENDEM
TEMPS
TERME

TERRITOIRE
TIMBRE
TIRET
TOURMENT
TRACE
TRAIT
TRAJET
TUNNEL
UN
VERBE
VETEMENT
VISAGE

ALGER DÉCRÈTE TROIS VENDREDIS SANS CIRCULATION AUTOMOBILE

Les autorités de la wilaya d'Alger veulent profiter des vacances d'hiver, qui débuteront le jeudi 22 décembre à partir de 16h, et sensibiliser sur les conséquences nocives de la circulation automobile (émission des gaz à effet

de serre). Elles ont ainsi décidé de programmer trois vendredi (23 et 30 décembre 2022, ainsi que le 6 janvier 2023) sans usage de véhicules, de 9h à 19h, de la place Audin à la Place de la Grande



Alger • 23° Constantine Ouargla Oran

FADJR | DOHR | 06:08 12:41

15:16

ASR | MAGHREB | ISHA 17:34 19:03

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION//MERCREDI 21 DÉCEMBRE 2022 // N°457 //PRIX 20 DA

Tebboune signe la loi sur l'auto-entrepreneur et celle complétant l'ordonnance portant Statut général de la Fonction publique

La loi sur l'auto-entrepreneur facilite l'exportation de certains services numériques tels le développement d'applications web et mobiles, le e-marketing, le communitymanagement et l'infographie...

Le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a signé la loi portant statut de l'auto-entrepreneur, adoptée récemment par le Parlement, ainsi que la loi complétant l'Ordonnance portant Statut général de la Fonction publique, consacrant le droit à un congé pour la création d'une entreprise par les fonctionnaires, les contractuels ou les administrateurs. La loi portant statut de l'auto-entrepreneur vise à organiser les nouvelles activités économiques apparues avec l'émergence de l'économie de la connaissance et de l'économie numérique et qui ne sont régies par aucun cadre légal à ce jour. Elle consacre le développement de l'esprit entrepreneurial et la facilitation de l'accès des jeunes au marché du travail par l'auto-emploi, de même qu'elle permet de réduire le nombre des personnes activant dans le marché parallèle sans couverture sociale, et contribue à l'insertion de cette catégorie dans le circuit de l'économie

ACCIDENTS DE LA

35 MORTS EN UNE SEMAINE

CIRCULATION:



notes émises par la Banque d'Algérie

(BA) autorisant le transfert de tous les

revenus de l'exportation des services

numériques en devise vers le pays,

selon le ministère de l'Economie de la connaissance, des Start-up et des Microentreprises. A cet effet, la loi fixe plusieurs conditions pour l'obtention de la qualité d'auto-entrepreneur, notamment l'âge de travail, la nationalité algérienne, et la condition de résider en Algérie. Un Registre national de l'autoentrepreneur sera mis en place, dans ce cadre, outre la création d'une entreprise publique qui se chargera de tenir le Registre national de l'auto-entrepreneur, de délivrer la carte de l'autoentrepreneur, et de contrôler les activités régies par cette loi.

COMMERCE EXTÉRIEUR

LE NOMBRE D'EXPORTATEURS EN HAUSSE

Trente-cinq personnes sont décédées et 1 037 autres ont été blessées dans 886 accidents de la circulation, survenus à travers les différentes régions du pays durant la période allant du 11 au 17 décembre, indique un bilan hebdomadaire de la Protection civile diffusé hier. Le bilan le plus lourd a été enregistré au niveau de la wilaya de M'Sila, où treize personnes sont décédées et 70 autres ont été blessées dans 24 accidents de la circulation, précise la même source. Durant la même période, les équipes de la Protection civile ont procédé à l'extinction de 466 incendies urbains, industriels et autres, les plus importants ayant été enregistrés dans les wilayas d'Alger (57 incendies), Tlemcen (25) et Blida (24). Les équipes de la Protection civile ont également effectué 6 071 interventions pour le sauvetage de 374 personnes en situation de danger et exécuté 5 304 opérations diverses d'assistance.

Le nombre d'exportateurs inscrits au Registre de commerce est passé à 5.498 opérateurs contre 4.749 fin 2021, selon le bilan du Centre national du registre de commerce (CNRC). Dans une déclaration à l'APS, la directrice de la coopération et de la communication au niveau du CNRC. Nadjet Oulmi, a indiqué que "le nombre global des exportateurs inscrits au Registre de commerce a atteint, jusqu'au 14 décembre en cours, 5.498 opérateurs, dont 4.021 personnes morales (entreprises) et 1.477 personnes physiques". La wilaya d'Alger vient en tête avec 1.446 exportateurs inscrits, dont 1.295 personnes morales et 151 personnes physiques. Quant à la wilaya de Biskra, le nombre d'opérateurs à l'exportation inscrits au niveau du CNRC s'élève à 480 exportateurs, dont 271 personnes morales et 209 personnes physiques, ainsi que 275 exportateurs inscrits dans la wilava d'Oran, dont 231 personnes morales et 44 personnes physiques, selon la même responsable. A une question sur les mesures prises par le CNRC pour accompagner les opérateurs à l'exportation, la responsable a cité la création d'un code unifié pour toutes les activités d'exportation (703101), de manière à faciliter la mission des opérateurs économiques contraints auparavant de se rendre à chaque fois aux annexes du centre pour ajouter le code d'un nouveau produit destiné à l'exportation. Mme Oulmi a souligné que la numérisation des services fournis par le Centre en faveur des commerçants et opérateurs économiques de manière générale a permis d'alléger le dossier à fournir pour l'obtention du registre de commerce, "le nombre de documents exigés étant passé de 14 par le passé à 1 seul document actuellement", ce qui permet au demandeur de retirer son registre de commerce le jour même du dépôt dans la plupart

Y.B.

CONDOR S'APPRÊTE À SIGNER DES ACCORDS DE PARTENARIAT AVEC DEUX GRANDES MARQUES ÉTRANGÈRES

L'entreprise privée Condor Electronics, leader dans la production nationale des produits électroniques, s'apprête à signer prochainement avec deux grandes marques étrangères. Selon le directeur général adjoint de Condor, Mohamed Salah Daas, cité par plusieurs médias, Condor est en train de négocier avec deux nouvelles marques internationales, très importantes et leaders dans leur domaine, pour lancer la fabrication de produits électroniques en Algérie. Il a souligné que les contrats prévus avec ces deux partenaires permettront à Condor de réaliser un transfert technologique pour faire de l'Algérie un pôle d'export pour l'Afrique. Il a par ailleurs noté que le nouveau code de l'investissement a donné beaucoup d'arguments dans les négociations du groupe Condor avec les firmes étrangères.

ABDELWAHID TEMMAR **CONDAMNÉ À TROIS ANS DE PRISON FERME**

La 10^e chambre pénale de la Cour d'Alger a confirmé hier la peine de trois ans de prison ferme et une amende de 100.000 DA prononcée à l'encontre de l'ancien ministre de l'Habitat, Abdelwahid Temmar, poursuivi dans une affaire de corruption lorsqu'il était wali de Mostaganem. Le Pôle pénal économique et financier du Tribunal de Sidi M'hamed (Alger) avait condamné en juillet dernier Abdelwahid Temmar à trois ans de prison ferme et une amende de 100.000 DA. Il a été poursuivi pour abus de fonction, fausse déclaration de biens et la délivrance d'autorisations pour la création de camps de vacances sur des terres forestières en violation de la loi.

R.N.

ACCIDENTS DE LA **CIRCULATION**

TROIS MORTS DANS UNE **COLLISION A M'SILA**

Trois personnes ont trouvé la mort dans un accident de la circulation routière survenu hier sur la route nationale n°46, reliant Ben Srour et Waltam, dans la wilaya de M'sila. L'accident s'est produit dans la zone d'El Mardoud, dans la bande d'El Zahani, dépendant de la commune de Ben Srour. Il a causé la mort sur le coup de trois personnes, âgées de 30 à 45 ans, qui se trouvaient à bord de la voiture. Leurs dépouilles ont été évacuées au service mortuaire de la daïra de Ben Srour. Les services de la sécurité routière relevant de la Gendarmerie nationale ont ouvert une enquête afin de déterminer les circonstances dans lesquelles est survenu ce tragique accident.

R.N.